

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société **Haiti-Observateur Group, Inc.** www.haiti-observateur.ca
 Haiti-Observateur
 P.O. Box 356237
 Briarwood, NY 11435-6235
 Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
 New York: \$1,00
 Partout ailleurs : 1,50 \$
 Haïti: 20 gourdes
 Tél. (718) 812-2820

VOL. LVI, No. 1 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 21- 28 janvier 2026

VERS LA FIN DE MANDAT DU CPT LE 7 FÉVRIER Laurent Saint-Cyr et Leslie Voltaire absents à Mar-a-Lago Alix Didier Fils-Aimé accusé de piéger leur voyage...

Par Léo Joseph

Le mystère qui entoure les stratégies inter-haïtiennes, en vue d'arriver à un consensus autour de la mise en place d'une gouvernance intérimaire, est éclipsé par un autre entretenu, directement ou indirectement, par les autorités américaines. Le président du Conseil présidentiel de transition (CPT) et

un ex-président de cette structure n'ont pas pu répondre à l'invitation à une réunion qui devait se tenir à Mar-a-Lago, complexe résidentiel du président américain, Donald J. Trump, située à Palm Beach, en Floride. Dans les milieux proches du CPT, la responsabilité de cette absence est imputée au Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, dont le rempla-

çant allait faire partie des discussions prévues.

Dans une lettre, datée du 16 janvier, adressée à Laurent Saint-Cyr, coordonnateur du Conseil présidentiel de transition, et Leslie Voltaire, ex-coordonnateur de cette structure, ces derniers ont été invités à une importante réunion dont les sujets prévus aux discussions devaient porter sur le choix

du Premier ministre et le partenariat États-Unis-Haïti.

L'invitation a été lancée par un personnage, dont le nom n'avait jamais figuré dans les discussions sur la gouvernance haï-

a invité « respectueusement » les deux membres de la structure présidentielle « (...) à participer à un dialogue stratégique privé de haut niveau qui se tiendra à Mar-

LA PNH DIT LANCER UNE CAMPAGNE POUR REPRENRE LES ESPACES CONTRÔLÉS PAR LE GANGS

Des maisons pulvérisées, des criminels décimés, des armes et munitions saisies, dit-elle... Mais, de leur côté, les bandits sèment la mort et font des dégâts...

Par Léo Joseph

Au moment où l'on chemine, dans la plus grande confusion, vers la date de fin de mandat du Conseil présidentiel intérimaire (CPT), donc du gouvernement aussi, les autorités policières disent lancer une campagne tous azimuts pour reprendre les zones contrôlées par les gangs armés. Non seulement ces dernières attaques lancées par les forces de l'ordre n'ont pas mis les bandits en déroute, ces derniers infligent sur la population des pertes encore plus lourdes que celles connues jusqu'ici. Dans ce cas, la crédibilité des dirigeants est mise à gran-



Le directeur général de la PNH Andre Vladimir Paraison

de épreuve.

En effet, il semble que, d'un

côté comme de l'autre, l'objectivité, ou la véracité des faits, laisse à désirer. Alors que les communiqués diffusés par les porte-paroles de la Police nationale d'Haïti et des organes de presse en ligne liées à celle-ci font état d'hécatombes et de lourdes pertes provoquées contre les criminels, dans leurs propres fiefs, ces derniers lancent, à leur tour, des offensives meurtrières ayant l'allure de représailles sur des innocentes victimes.

Nouvelle agression meurtrière contre

Suite en page 2



Laurent Saint-Cyr

tiennne, ou le choix des personnes appelées à en faire partie. Le signataire de cette lettre d'invitation s'appelle Dragos Squinsena, et s'identifie comme « Conseiller politique, membre de Mar-A-Lago ».

L'expéditeur de cette missive



Alix Didier Fils-Aimé

A-Lago, la résidence du président des États-Unis, Donald Trump, à Palm Beach, en Floride.»

Précisant qu'il s'agit d'une « conversation », Dragos Squinsena en exprime l'objectif comme visant à « engager une discussion

Suite en page 12

Mona Lisa Dalmacy Completes RN Nursing Program at Broward College

Mona Lisa Dalmacy proudly celebrates the successful completion of the Registered Nursing (RN) associate degree in nursing (ADN) program at Broward College's South Campus in Florida, an achievement that reflects years of dedication, perseverance, and a clear calling to serve others through healthcare.

Her academic journey spans five years, including three years of prerequisite studies followed by two rigorous years in the nursing program. Throughout this



Mona Lissa Dalmacy

demanding path, Ms. Dalmacy demonstrated resilience, discipline, and a deep commitment to compassionate patient care. She was honored during the RN Nursing ADN Candlelight Ceremony on December 9, 2025, a meaningful rite of passage symbolizing her transition from student to professional nurse. Her accomplishment was formally recognized at the Broward College commencement ceremony on December 11, 2025.

Continued to page 7

HAPPENNINGS! FROM THE DESK OF RAY JOSEPH Who will dictate the future governance of Haiti?

The day of reckoning for Haiti is around the corner and no solution has been proposed as to the governance of the country, which has been at the mercy of the so-called International Community.

In less than 20 days, as this article appears, on February 7, the mandate of the multi-headed ruling Transitional Presidential Council (TPC), in Haiti, will end. But no solution has been proposed as to what will happen. Certainly, the current 9-member CPT cannot continue in office, after accomplishing nothing in more than two years in office. It's well known that this novel style of presidency was conceived by the International Community in accord with CARICOM, the 15-

member association of Caribbean States, on March 11, 2024, in Kingston, the capital of Jamaica, and installed in Port-au-Prince on April 3, 2024. Then U.S.



Laurent Saint-Cyr

Secretary of State Antony Blinken played a key role in get-

Continued to page 7

LA PNH DIT LANCER UNE CAMPAGNE POUR REPRENRE LES ESPACES CONTRÔLÉS PAR LE GANGS

Des maisons pulvérisées, des criminels décimés, des armes et munitions saisies, dit-elle...

Mais, de leur côté, les bandits sèment la mort et font des dégâts...

Suite de la page 1

Kenscoff

La région de Kenscoff, située dans les hauteurs de Pétiion-Ville, dont les communes sont l'objet d'attaques récurrentes, surtout perpétrées par les bandits liés aux gangs regroupés au sein de « *Viv Ansanm* », vient de subir une attaque, encore plus violente, que les précédentes.

Citant le maire de cette ville, Massilon Jean, l'organe de presse en ligne *Global Press*, dans son édition du 20 janvier, rapporte le massacre d'« *au moins 400 personnes* », en sus d'un nombre non déterminé de maisons incendiées.

Citant également Massilon Jean, *HC Network* souligne, le 20 janvier, que les criminels, auparavant chassés de Kenscoff, ont dirigé leur attaque sur Madeleine, zone montagneuse de la commune, le vendredi 16 janvier, forçant les habitants à fuir leurs maisons, leur laissant le champ libre pour les piller. Les denrées et des têtes de bétail ont été emportés, en sus des maisons incendiées. Selon

des informations communiquées par les riverains, une nouvelle vague de réfugiés interne a été recensée.

Non seulement la ville de Kenscoff elle-même subit régu-



Jimmy Chérizier, alias Barbecue parle peu, ces derniers jours.

lièrement l'assaut des gangs affiliés à « *Viv Ansanm* », les paysans aussi sont à la merci des criminels. Car ceux-là sont allégés de leurs denrées, en sus de voir leur bétail enlevé par les criminels. Et

trop souvent victimes quand ils tentent d'empêcher d'être victimes de ces vols.

Il est opportun de signaler qu'après chaque attaque caractérisée d'une brutalité inouïe, sur les



Izo 5 Second fait de moins en moins parler de lui.

communes de Kenscoff, les forces de l'ordre ne prennent jamais de dispositions pour en éviter d'autres, par l'augmentation des effectifs policiers et le renforcement des moyens. Aussi, les criminels osent-ils revenir sur

les lieux de leurs premières destructions et en perpétrer d'autres, sans être empêchés. En ce sens, on peut dire que Kenscoff est l'une des zones les plus éprouvées par les incursions dévasta-



Vitelhomme Innocent, un autre chef de gang qui fait profit bas.

trices des criminels.

Il est également à signaler que la PNH, dans toutes ses dimensions, reste très vulnérable aux attaques des bandits. Les forces de l'ordre ne peuvent se

protéger contre les voyous armés, qui assassinent impunément des policiers, y compris des membres haut gradés de l'institution. Même des attaques aériennes ne peuvent être évitées. C'est pourquoi les hélicoptères, utilisés dans le transport du renfort aux troupes se trouvant aux prises sur le terrain avec les gangs armés, sont souvent pris pour cibles, causant des dégâts matériels et des blessures au personnel se trouvant à bord.

Autrement dit, quand bien même les forces policières auraient mené des attaques qu'elles qualifient de meurtrières sur les positions des bandits, cela n'empêche ces derniers de continuer, comme à l'accoutumée, leurs agressions sur les populations sans défense. Il faut se demander si l'institution policière et les gangs ne se trouvent pas engagés dans une guerre de propagande, s'achamant, chacun, de son côté, à influencer l'opinion public. La PNH voulant rassurer les victimes, par rapport aux ban-

Suite en page 9

Pouvez-vous vous procurer une assurance pour les visites chez le médecin, les ordonnances, et plus encore ?

Les inscriptions sont ouvertes. Inscrivez-vous ou renouvelez dès aujourd'hui.



nystateofhealth.ny.gov
 Appelez le : 1-855-355-5777
 (TTY : 1-800-662-1220)



Terrible nouvelle !

FRANCKI DOLCE DÉCÉDÉ À NEW YORK

La nouvelle nous renverse non seulement parce que Francky est un Ami et Confrère journaliste de très longue date, une figure de proue de la famille sportive capoise, passionnée de journalisme et de football !

D'ailleurs Je l'ai vu grandir l'ayant côtoyé de près lors de mes nombreux voyages dans le Nord que ce soit à l'occasion des reportages sur la L'inoubliable «coupe "Radio Citadelle"» qui enflammait le nord du pays ou à l'occasion des visites très médiatisées à l'époque des rares tournées dans le Nord de l'équipe nationale A pour rapprocher le pays de son équipe nationale

le qui incluait toujours Beaucoup de joueurs d'origine capoise !

On avait nourri aussi la même passion malade pour l'orchestre Tropicana ; c'était un plaisir renouvelé de nous rencontrer car je respectais son humilité, son sens poussé de l'analyse, sa compétence, sa sagesse, sa rectitude intellectuelle et morale qui en faisait un confrère respecté et précieux dont la compagnie était sans cesse recherchée !

Cette dernière année lorsqu'il est arrivé récemment aux USA pour sa maladie on échangeait presque chaque jour même et lors de son hospitalisation on échangeait

geait souvent autant sur le football, notre passion commune ; dans nos échanges on se donnait des conseils réciproques sur nos maladies respectives qui s'apparentaient et de même nature ! Aussi je me réjouissais des premiers résultats positifs de la chimiothérapie qu'il avait reçue au point d'avoir été autorisé à rentrer chez lui ; mais lorsqu'après une récente évaluation la résurgence du mal nécessitait une nouvelle hospitalisation j'étais devenu très inquiet tout en étant habitué d'une confiance que les gens de sa trempe et de son humanisme ne de vraient jamais mourir surtout si tôt !

Merci FRANCKY ! Avec sou cou-

sin a l'arrivée à l'Hopital

L'annonce de sa mort ce soir de décembre m'a fortement secoué surtout après avoir autant souffert ! Et surtout Nourri tant d'espoir de revenir vivant dans sa ville natale !

Francky était un bon Haïtien ... yon bon moune... correct, mo deste jamais à l'avant de la scène ;dim mag on en rencontre de moins en moins dans le pays ce qui plonge le pays dans cette lon gue agonie; il était un excellent journaliste qui respectait la profession et surtout un perfectionniste ; il rejoint donc dans la légende du sport capois d'autres confrères tels kalil BITARD, Emmanuel Pierre avec qui j'avais fait les premiers pas vers les années 70/80 et avec qui j'ai travaillé pour promouvoir la CONCACAF 1973 lors de multiples voyages de promotion de le l'événement vers le mondial RFA 1974 et qui m'ont introduit à Radio

Citadelle , à la 4VEH etc etc ! ; c'était un plaisir spécial que d'être au milieu des fans au parc Saint Victor et d'écouter leur réflexion dans ce " parler Capois " si succulent

Homme de bien honnête, mo deste, professionnel jusqu'au bout des ongles et surtout Loyal !

Francky DOLCE a marqué son temps!Le sport national vous remercie pour ta vie consacrée à " servir le sport de ton pays ! et jamais s'en servir " comme le clament la devise de notre ASHAPS Bon voyage cher Ami!

Ton souvenir marquera la ville du Cap au delà des temps et des espérances ! Salue nos inoubliables Amis Emmanuel ti MAN NO pierre, Pitite Kay, Me. L' amour tous ceux la qui avont toi et par la suite avec Toi ont construit le merveilleux football Capois!

Venezuela et Haïti : Chaos orchestré

Par Hugues Célestin

Du contrôle des ressources à la désarticulation des États récalcitrants, l'histoire des Amériques est traversée par une constante. L'ingénierie y apparaît comme un mode de gestion impériale. Le Venezuela et Haïti en constituent aujourd'hui les expressions les plus brutales. La doctrine Monroe, proclamée en 1823 afin de contenir les ambitions coloniales européennes, posait initialement un cadre présenté comme défensif, visant à protéger les jeunes États indépendants d'Amérique latine. Toute fois, cette doctrine fut rapidement réinterprétée et servit de socle idéologique à une conception hégémonique des États-Unis. Au fil du temps, les décisions de Washington s'inscrivent dans une continuité de longue durée, où la protection des intérêts stratégiques prime systématiquement sur le respect de la souveraineté nationale.

Pendant que s'impose un silence international sélectif face aux crimes de masse perpétrés par les forces armées israéliennes en Palestine, révélateur d'un ordre moral mondial profondément hiérarchisé. Les États-Unis ont une nouvelle fois déplacé le foyer de l'indignation médiatique et diplomatique. Aux premières heures du samedi 3 janvier, une opération menée par des forces armées spéciales, agissant sous la figure désormais banalisée du « gendarme du monde », a plongé le Venezuela dans une rupture politique majeure par l'enlèvement du président Nicolás Maduro et de son épouse. Loin d'être isolé, cet acte s'inscrit dans une stratégie classique, combinant action coercitive directe, désorganisation institutionnelle et construction discursive de l'illégitimité. Le recyclage immédiat des accusations de narcotrafic, de menace régionale et d'autoritarisme illustre le paradigme de l'État-voyou, catégorie politique produite par le centre hégémonique afin de justifier, a posteriori, l'exceptionnalité de la violence exercée.

Cette séquence vénézuélienne révèle avec clarté que la capture d'un chef d'État n'est que l'aboutissement d'un long processus de disqualification politique, médiatique et morale, destiné à rendre l'intervention non seulement acceptable, mais nécessaire. Elle s'inscrit aussi dans une tradition stratégique déjà à l'œuvre lors de l'invasion du Panama en 1989, officiellement justifiée par la lutte contre le narcotrafic et la protection des ressortissants américains, mais visant en réalité à neutraliser un dirigeant devenu encombrant et à renforcer le contrôle des États-Unis sur une zone stratégique.

L'incident fabriqué du golfe du Tonkin au Vietnam, la destruction de la Libye en 2011, le coup d'État au Guatemala en 1954 et l'invasion de la Grenade en 1983 obéissent à une même logique. De manière encore plus emblématique, la guerre d'Irak en 2003 fut engagée sur la base de l'accusation fallacieuse de possession d'armes de destruction massive, reprise par Colin Powell devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, puis invalidée par les enquêtes du Senate Intelligence Committee. Celles-ci ont démontré que l'administration américaine avait exagéré, voire manipulé, les

renseignements afin de légitimer une guerre motivée par le contrôle du pétrole et le remodelage géopolitique du Moyen-Orient.

Maduro et le chavisme

L'accession de Nicolás Maduro au pouvoir en 2013, à l'issue d'une élection organisée après la mort de Hugo Chávez, représentait la continuité du projet chaviste, conçu comme une alternative politique au néolibéralisme dominant en Amérique latine. Fondé sur le socialisme bolivarien, ce projet visait la redistribution de la rente pétrolière, le renforcement de l'État social et l'affirmation d'une souveraineté nationale en rupture avec l'hégémonie impériale américaine. Cette victoire fut immédiatement contestée par une opposition nationale et internationale largement soutenue et instrumentalisée par Washington. La conflictualité politique se radicalisa alors, chaque succès institutionnel du pouvoir étant dénoncé comme une dérive autoritaire. Dans le même temps, toute contestation interne fut amplifiée afin de justifier un durcissement continu des pressions extérieures.

Face à cet isolement, Maduro a consolidé des alliances stratégiques avec Cuba, la Russie, la Chine, l'Iran et la Turquie, qui lui assurent une protection diplomatique, un soutien économique et un appui militaire. Plusieurs gouvernements latino-américains, l'Union européenne et les États-Unis ne se contentent pas de contester le pouvoir en place : ils imposent des sanctions, des restrictions financières et soutiennent des manœuvres destinées à affaiblir et à discréditer le régime vénézuélien. En parallèle, les alliés de Caracas insistent sur le respect formel de la Constitution et dénoncent avec vigueur l'ingérence impériale. Ils mettent en lumière le contraste entre un interventionnisme guidé par des intérêts stratégiques et le droit souverain d'un État à défendre son autonomie politique et économique.

La confrontation entre alliances internationales et pressions extérieures, structurée par la volonté de maintenir des rapports néocoloniaux, redéfinit la place du Venezuela sur la scène mondiale. Le pays incarne ainsi le dilemme de toutes les nations qui osent résister, défendre leur souveraineté nationale, affirmer des projets socialistes à vocation anti-néolibérale et tenir tête aux pressions et ingérences impérialistes. La politique américaine contemporaine à l'égard du Venezuela ne peut être comprise qu'à la lumière de ce cadre historique et structurel.

Ressources naturelles et Petrocaribe

Selon l'U.S. Energy Information Administration (EIA), le Venezuela détient environ 303 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole, principalement concentrées dans la ceinture de l'Orénoque, ce qui en fait le pays disposant des plus importantes réserves d'hydrocarbures au monde (EIA, 2023). Cette richesse aurait pu être transformée en levier d'autonomie politique, de solidarité régionale et de coopération Sud-Sud. Elle est toutefois devenue un prétexte permanent aux sanctions, aux pressions diplomatiques et aux interven-

tions étrangères.

Le Venezuela représente depuis longtemps un bastion stratégique que Washington cherche à soumettre à son influence. Sous Hugo Chávez, puis sous Nicolás Maduro, l'État bolivarien a détourné la rente pétrolière des circuits néolibéraux pour soutenir les peuples des Caraïbes et d'Amérique latine, notamment à travers Petrocaribe, lancé en 2005 et offrant du pétrole à des conditions de paiement préférentielles. Ce refus de se plier à l'ordre économique mondial a immédiatement provoqué l'hostilité des puissances capitalistes, qui n'ont cessé de tenter de neutraliser l'État vénézuélien par sanctions, pressions diplomatiques et campagnes de déstabilisation médiatique.

Cette richesse pétrolière, conjuguée à la volonté de Caracas de l'utiliser comme levier d'autonomie régionale, a ouvert la voie à des mécanismes concrets de coopération Sud-Sud. À travers Petrocaribe, les États bénéficiaires pouvaient acquérir du pétrole vénézuélien et réinvestir les dividendes réalisés dans des programmes sociaux, des infrastructures ou des services publics. Haïti, membre du mécanisme depuis 2006, fut l'un des principaux partenaires, recevant des milliers de barils de pétrole. Petrocaribe ne se limitait donc pas à une simple aide énergétique, mais constituait une véritable stratégie de pétrodiploatie solidaire, visant à créer un contre-poids au modèle capitaliste néolibéral et à promouvoir une coopération périphérique autonome, en rupture avec les diktats du FMI et de la Banque mondiale.

L'initiative s'est toutefois heurtée à de graves difficultés, sous l'effet combiné de la chute de la production pétrolière vénézuélienne et du durcissement des sanctions économiques américaines. En Haïti, les élites au pouvoir ont exploité cette conjoncture pour détourner une part substantielle des fonds issus du programme. Les audits de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA), déposés au Sénat haïtien les 31 janvier et 31 mai 2019, ainsi que le 17 août 2020, ont révélé la gestion frauduleuse de centaines de millions de dollars. Cette malversation a fait du mécanisme de solidarité régionale un symbole éclatant de corruption systémique.

La diffusion de ces informations a enflammé l'opinion publique et donné naissance au mouvement des PetroChallengers porté par la jeunesse, exigeant vérité, responsabilité et justice. Ainsi, Petrocaribe illustre à la fois le potentiel d'une coopération anti-impérialiste et les limites que lui imposent la domination capitaliste globale ainsi que la captation des ressources par les élites locales. Là où les peuples tentent de s'autodéterminer, les intérêts élitaires et économiques dominants interviennent pour briser toute autonomie. Cette logique implacable montre que la liberté des nations reste subordonnée aux impératifs du pouvoir et du profit.

Hégémonie et chaos

Chaque crise régionale, chaque conflit interne sert de prétexte pour imposer une ingérence ou une intervention directe, toujours sous le masque de la défense des valeurs démocratiques.

Penser que l'action américaine au Venezuela procède d'un réel souci démocratique relève moins d'un erreur d'analyse que d'une adhésion au discours hégémonique dominant. Du Venezuela à Haïti, la même mécanique se répète : criminalisation des dirigeants, délégitimation des États et asphyxie méthodique des sociétés, conduites vers un chaos prolongé. L'objectif est d'empêcher l'exercice d'une autonomie réelle, en livrant l'État au contrôle d'élites locales et de forces armées informelles.

La réalpolitik américaine s'y exprime dans sa forme la plus crue, fidèlement résumée par l'adage cynique selon lequel « l'Amérique n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts ». Au Venezuela, ces intérêts se cristallisent autour du contrôle des ressources énergétiques stratégiques. L'enjeu dépasse donc largement le sort d'un gouvernement ou d'un régime. Il s'agit de contenir l'influence croissante de puissances concurrentes comme la Russie et la Chine, tout en adressant un message dissuasif aux peuples qui oseraient emprunter des voies de développement autonomes ou clairement anti-néolibérales.

Ainsi, là où la souveraineté persiste, l'instabilité est fabriquée ; lorsque le chaos s'installe, la domination se normalise. C'est dans cette logique impériale, à la fois rationnelle et profondément destructrice, qu'il convient de lire l'intervention américaine. Elle apparaît comme l'expression d'une stratégie cohérente de maintien de l'hégémonie globale, fondée sur la désorganisation systématique des États récalcitrants et la neutralisation de toute alternative souveraine. Venezuela aujourd'hui, Haïti hier et encore demain ailleurs, l'Empire ne pacifie pas, il fracture, puis gouverne sur les ruines.

Venezuela à Haïti, la gestion néocoloniale de l'instabilité

La trajectoire contemporaine d'Haïti ne saurait être lue comme une simple succession de crises internes ou d'échecs endogènes. Elle est indissociable de la capacité récurrente des masses populaires à se soulever, à contester l'ordre établi et, par moments, à tenter de s'articuler avec certaines fractions des classes moyennes autour d'un projet de refondation sociale et politique. Ces dynamiques, bien que systématiquement fragmentées et étouffées, portent une même constante historique. Elles expriment la volonté de rompre avec un ordre de dépendance et de domination imposé à l'État haïtien depuis l'après-Dessalines et Christophe.

À l'instar du Venezuela, chaque tentative d'autonomisation politique en Haïti déclenche une réaction externe quasi mécanique, qui ne cherche jamais à soutenir un processus démocratique endogène, mais à neutraliser sa charge subversive. L'instabilité est produite, entretenue et administrée comme un instrument de contrôle néocolonial. Quand les peuples tentent d'exercer leur souveraineté, le chaos est méthodiquement installé, ouvrant la voie à la mise sous tutelle politique et à la captation des ressources. De Caracas à Port-au-Prince, la même logique impériale gouverne par la fragmentation, la peur et la dépossession, rendant toute alternative souveraine durablement impossible.

La réponse américaine, relayée par son ambassade et la « communauté internationale », soutient directement des élites locales rétrogrades chargées d'imposer des gouvernements impopulaires, subalternes aux intérêts étrangers. Ils encouragent la prolifération des gangs-milices, véritables instruments de régulation violente de l'espace social. La gangstérisation devient un mode de gouvernance par le chaos, et enferme le pays dans une dépendance structurelle. L'urgence humanitaire se substitue au débat politique et la souveraineté

nationale est ajournée au nom de la sécurité, de la stabilité ou de la lutte contre le crime. L'effondrement est administré, plutôt que résolu, faisant de Haïti un terrain d'expérimentation permanent de la gestion néocoloniale.

L'expérience haïtienne révèle la cohérence implacable de la stratégie hégémonique américaine dans la région. Toute tentative de redéfinition autonome du projet national y est traitée comme une menace à écraser. Là où Caracas est étranglé par des sanctions économiques massives et encerclé diplomatiquement, Haïti est maintenu dans une désarticulation permanente, empêché de mener le moindre affrontement politique souverain. Dans les deux cas, il s'agit de préserver un ordre régional construit sur la dépendance, la fragmentation et la soumission totale des peuples, où toute autonomie est punie et toute résistance criminalisée.

Dignité et résistance

Le drame vénézuélien dépasse largement ses frontières et son gouvernement. Il constitue un avertissement adressé à toutes les expériences socialistes et progressistes du continent, de Cuba au Nicaragua, de la Bolivie au Honduras, du Venezuela lui-même à tous ceux qui osent revendiquer une souveraineté réelle. La dignité constitue ici l'enjeu central et irréductible du conflit. Elle ne se réduit ni à un slogan moral ni à une posture symbolique, mais renvoie à la capacité d'un peuple à décider pour lui-même, à maîtriser ses ressources, à définir ses priorités et à refuser l'humiliation. Défendre la souveraineté du Venezuela, comme celle d'Haïti et de tous les peuples dominés, revient à affirmer que la dignité collective ne se négocie pas et ne se délègue pas aux puissances tutélaires. Cette exigence de dignité, indocile et insoumise, que l'impérialisme cherche à briser, porte en elle la possibilité toujours renaissante de résistance, d'autodétermination et d'un avenir libéré de la dépendance.

C'est à partir de cette conscience de dignité et de souveraineté que se dessine la voie de la mobilisation et de l'action collective. Tant que l'impérialisme dictera ses lois, chaque peuple libre restera une cible, et toute souveraineté sera considérée comme une insurrection à punir. Les gouvernements, partis et organisations progressistes, nationalistes, révolutionnaires et marxistes, ainsi que les peuples eux-mêmes, n'ont d'autre choix que de rompre avec l'illusion du dialogue inégal. Il leur revient de reconstruire une intégration régionale et mondiale fondée sur la dignité, l'autodétermination et la justice sociale.

Peuples opprimés du monde, debout ! Unissons-nous pour vaincre le capitalisme et l'impérialisme, et imposer enfin un monde de liberté, de justice et de progrès.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- Editors. (n.d.). Monroe Doctrine – Definition, Purpose & Significance. HISTORY.
- 2- Powell, C. (2003, February 5). Statement to the United Nations Security Council. United Nations.
- 3- U.S. Department of Defense. (1989). Operation Just Cause: Report to Congress. Washington, DC: U.S. Department of Defense.
- 4- U.S. Senate Select Committee on Intelligence. (2004). Report on the U.S. Intelligence Community's Prewar Intelligence Assessments on Iraq. Washington, DC: U.S. Government Printing Office.

*Ingénieur Hugues Célestin

Grand Pré, Quartier Morin, 4 janvier 2026
Membre de : - Federasyon Mouvman Demokratik Katye Moren (FEMODEK)
- Efo ak Solidarite pou Konstriksyon Altènatif Nasyonal Popilè (ESKANP)

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



FOOTBALL : C'EST ASSEZ !

Lettre de fans désespérés

Par Jacques Brave

On ira à la Coupe du monde, cette année, mais notre rêve était d'y aller, surtout à une plus grande série de Coupe du monde; et c'est la raison de ce cri, de cet « *annwe* » quasi général, en faveur du football haïtien !

Six ans : Rien ! Ni chez les jeunes comme chez les filles, ni chez les seniors ! *Annwe* !

Il y a peu, on avait appris que l'un des plus compétents et acteurs luttant au nom des Clubs, pour remettre *le football sur les rails de la normalité, a rendu et jeté l'éponge, en sus de se retirer du processus, au point mort depuis !*

En réalité les clubs bien que conscients que la destruction du football Haïtien était une manœuvre conjointe de bandits et traîtres nationaux à la solde de bandits et marchands de drogues qui ont soudoyé et versé de fortes sommes d'argent, en dollars, pour acaparer des structures et de la direction du football, en vue de masquer cette mainmise, qui est un crime. Mieux encore, les bandits, encore acteurs de la Fédération haïtienne de football (FHF), se livrant à toutes sortes de rackettes. Ainsi, pour les sélections, à tous les niveaux, on vend des « *postes* » à des parents de la diaspora, car un statut de joueur ou de joueuse international (e) permet au jeune de bénéficier d'une bourse, ce qui est une économie énorme, chacun ayant son gros intérêt. Ainsi, pour déclencher le complot, en 2020, ces chefs bandits avaient payé fort à la « *Dame de fer* » de la FHF qui, forte de ses contacts, au niveau de l'instance suisse, notamment l'Africain et l'Africaine, révoqués depuis, et qui occupaient lors de hautes fonc-

tions, dans l'entourage des chefs, dans cet organisme mondial, pour engager l'organisation dans une série de décisions graves salissant tous les dirigeants honnêtes et intègres du Comité de la FHF tous longtemps engagés en club et à la FHF, et qui faisaient un travail remarquable et courageux dans ce pays d'Haïti, au point que le football haïtien s'était hissé parmi les plus avancés, chez les hommes comme chez les femmes, Etant, par ses résultats indiscutables, numéro 1 de la Caraïbe et 3/4e de la CONCACAF, dans toutes les catégories d'âge, battant, chez les filles, le Canada et le Mexique, et chez les hommes, tenant tête au Mexique et dominant le Canada.

Mais, d'un côté, pour faire plaisir à la CONCACAF, dont le président voyait mal Haïti monter au point de dompter le Canada, et ainsi éliminer, contester donc « *gate manje* » des trois pays riches de la zone, qui fournissent la plus grande partie de sa richesse et de sa fortune à la CONCACAF et à la FIFA. En plus, tous les secteurs vitaux d'Haïti sont envahis par des responsables maffieux, à tous les niveaux, dans le pays du trafic de drogues et d'organes, pour blanchir l'argent sale amassé dans ces activités illicites, comme dans toute l'Amérique du Sud, toute cette mafia envahit le football. L'objectif est après avoir créé et pris le contrôle de certains clubs et dans l'objectif d'embrigader tout le football, ils ont monté le complot pour s'emparer de toute la Fédération. En montant ce gros complot, utilisant leurs grands moyens, pour embrigader, dans leur projet macabre, deux cadres qui étaient entrés à la FIFA et à la CONCACAF, utilisant deux Africains hauts dirigeants de la FIFA; ainsi, ils ont eu un support

économique colossal des maffieux pour recruter un mercenaire appelé Romain Mòlina qui, grassement payé, pour publier et lâcher des bombes mensongères montées, de concert avec des employés voyous de la FHF, tous bien rémunérés pour chambouler les structures du football, tout détruire, faire révoquer et renvoyer tous les cadres techniques pour empocher leurs salaires, annuler tous les programmes de développement en cours (arbitres, entraîneurs, professeurs et enseignants, fermer toutes les académies de football, dont celle d'élite Camp Nous et les 87 académies de 7-12 ans des villes de province afin d'empocher tous les fonds et d'assurer qu'Haïti, pendant des années, ne pourra plus former de joueurs et joueuses de très haut niveau.

Quelles réformes ?

Malgré tout, un groupe de dirigeants de clubs, effrayés à l'idée que le football haïtien disparaisse, ont adhéré au gros mensonge et à la creuse idée de réforme avancée par la FIFA, pour tenter de masquer et de blanchir ce crime, se sont engagés dans ce faux processus de réorganisation, qui était un leurre, un mensonge, un prétexte fabriqué pour essayer et persister à faire croire qu'il y avait de graves faits reprochables et anormaux dans le football, un stratagème et une fabrication, un montage de la FIFA et de la « *Dame de fer* » pour masquer les vrais motifs de la confiscation que des employés, travaillant pour cette mafia, afin qu'ils puissent, finalement, s'emparer du football, en écartant les vrais dépositaires du patrimoine footballistique du pays, réaliser cette expropriation et instituer cette corruption sauvage et les trafics dont Haïti est reconnue comme le centre dans la Caraïbe pour blanchir les millions générés par ce commerce, qui, depuis la chute des Duvalier s'est étendu en gangrène et détruit le pays !

Par cette activité, dont Haïti est devenu le centre, comme l'a déclaré récemment le président de la Colombie, Gustavo Petro; depuis quelque temps, le pire : les dirigeants des clubs, dévorés et aveuglés par leur passion, se sont résignés et ont commis l'erreur de se laisser entrer dans ce jeu, acceptant même d'épouser, dans ce soit disant processus de normalisation, via de nouveaux statuts,

alors qu'au moment où éclatait la crise, en avril 2020, lorsqu'ils ont lancé leur guerre de destruction, les statuts du football venaient d'être refaits et votés le 29 décembre 2019, sous la conduite d'un expert allemand envoyé par la FIFA elle-même; et voilà qu'un document récent a simplement révisé, en est déjà à six ans pour sa rédaction, sans absolument aucune avancée.

Le temps a prouvé que ce qui a été écrit par le journal *The Guardian* était inventé, donc tout était normal et en progrès dans le football avant, alors qu'au contraire, depuis les réformes le recul d'Haïti est catastrophique car sitôt les générations actuelles de joueurs senior, qui viennent de se qualifier pour la Coupe du monde 2026 auront fini leur cycle de carrière, auront donc raccroché... les Placide, les Nazon... Pierrot... Arcus... Derick... etc. auront terminé leur cycle de carrière, le football d'Haïti inexistant depuis six ans, dans un pays qui patauge dans une crise générale grave, deviendra inexistant; et on ne pourra plus compter sur des expatriés, car s'ils n'ont pas la garantie d'entrer dans une bonne équipe, ils ne viendront pas. D'ailleurs, on a plaudit les mondialiste, mais on oublie et c'est déjà palpable, car jeunes sélections envoyées récemment en compétition collectionnent des scores humiliants record 9-0, face au Costa Rica, 13-0 face aux USA et 14-0 face au Mexique, en 2025, en U17; malgré la stratégie des années 70/90, que l'on remet à la mode et en vigueur !

On est à se demander si c'est vrai qu'Haïti vit actuellement sa sixième saison sans aucune activité régulière de football.

2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, ni D2, ni D3, et rien non plus chez les filles. La presse se tait.

La situation est pire que lors de la période de la dictature où l'on osait dénoncer, malgré la répression !

Des scores humiliants

Jamais vu dans l'histoire de notre pays, notre Haïti chérie ! Et on ne s'imagine pas et on se demande comment est-ce possible; le plus grave est que ce soit le gouvernement via le ministère des Sports ou la presse, que ce soit les anciens joueurs, tout le monde se tait, il n'y a aucune explication à cet état de fait : la presse en géné-

ral est muette sur un fait qui est pourtant d'une gravité inqualifiable, car il signifie à termes pres que l'aggravation de la crise, super grave, critique même et un pays qui va s'enfoncer, encore plus, dans la violence, la désolation !

Indirectement, on fait allusion à la crise sécuritaire grave, qui endeuille le pays Chaque jour et de plus en plus, certes, cette situation est plus que préoccupante, mais soyons sérieux ! N'est-ce pas qu'on fait jouer un tournoi juste pour les seniors appelé « *championnat national dit spécial* », un mini tournoi de quelques matches, qui ne fera qu'aggraver la disparition et précipiter la mort du football. D'ailleurs, le fait même que ce tournoi se joue sans entrave majeure et cela ne fait que confirmer qu'il n'y a aucune entrave majeure à la tenue, comme dans tous les pays de football du monde, à jouer et à organiser des compétitions régulières annuelles; Or Haïti n'est pas le premier pays du monde à faire face à une situation de violence aussi grave. Depuis plus de cinquante ans, à part Costa-Rica et Panama, les autres pays, Gua temala, El Salvador, Honduras, et pour l'Amérique du Sud : Colombie, Équateur, Venezuela c'est endémique et pire ! Ne parlons pas des cas de foyers explosifs, comme l'Ukraine, non seulement les autorités apportent l'encadrement sécuritaire qu'il faut, mais surtout comme ici, en Haïti dans tous les pays et, spécialement le football, le sport en général, est au-dessus de tous les conflits, de tous les clans ou partis Donc, les peuples et les nations sont unis autour et par le sport, c'est même, ou, du moins, c'est encore pire au Honduras, et aussi au Mexique, mais les compétitions n'ont jamais arrêté. Quand on parle de dirigeants compétents, surtout passionnés, on fait allusion à des passionnés, des « *tizer* » connus, compétents, dévoués jusqu'à s'oublier, malades, obsédés par la réussite de leur mission, donc qui s'oublie, qui connaissent le milieu du football et tous les acteurs dévoués à sa cause! on a tendance à l'oublier Haïti vit au rythme de son football; c'est sa seule folie, la seule activité qui est une passion commune à toutes les couches sociales, aussi bien à la minorité des riches tout comme la classe moyenne intermédiaire

Suite en page 5

DE BROSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



e et l'im-
Suite de la page 4

mense majorité des pauvres, ils ont la même folie, ce n'est pas sans raison qu'à partir du moment où le football a cessé ses activités, la violence a augmenté, s'est accrue et embrase le pays. Malgré tout, n'a-t-on pas des autorités à la tête du pays ? N'a-t-il pas de dirigeant qui s'appelle Monique André, M. Sévère, Gally Amazan, Patrick Massé, Carlo Marcelin, Prémeus, Jasmin, Gisèle Saint-Hilaire, qui ont presque tous plus de 25 ans à la tête du football, donc qui ont beaucoup appris, mais qui, au lieu de servir le football, se sont mis ensemble avec les corrompus, les criminels pour livrer le football aux dealers de drogue, aux gangsters qui infestent tous les couloirs et pillent criminellement le pays.

Le plus honteux est l'utilisation des réseaux sociaux par des bandits mercenaires patentés bien payés, qui inventent tous types de mensonges pour détourner les esprits de la réalité, en utilisant le bon niveau du petit noyau et groupe de joueurs et joueuses évoluant à l'étranger pour encenser chaque performance de ces joueurs en clubs étrangers ou en sélection senior, afin de masquer le crime qui est en train d'être commis sur des millions de jeunes abandonnés et oubliés, dans nos ghettos et pour qui le football est, depuis plus d'un siècle, la « chance à prendre », l'une des rares opportu-

crasse du « statut de moso mou ».

Certes, le pays vit une situation grave de violence, mais ce n'est pas une raison pour qu'on ne joue pas dans le Nord, le Nord-Est, le Nord-Ouest, le Haut Artibonite, le Sud-Est, la Grande Anse, les Nippes le Sud. Dans le passé, l'État faisait transporter les équipes allant jouer des matches en province, dans des bateaux et des avions de l'Armée. D'ailleurs, les championnats d'été, ou de vacances, se sont déroulés normalement et quotidiennement, ces dernières années, dans tous les ghettos et sans incident !

Mais pour masquer leur vrai objectif et continuer avec cette destruction du football en pillant ses maigres ressources, et surtout en le livrant aux dealers de drogue pour blanchir les millions de dollars de la drogue et les milliards de gourdes des caisses de l'État et du pays en utilisant le petit noyau de journalistes dont le seul objectif consiste à servir les trafiquants et ceux qui pillent les caisses de l'État et des vendeurs d'organes, à blanchir les millions ramassés indûment, tandis que des journalistes en trouvent leur part.

Cette violence, qu'on tente d'utiliser comme prétexte pour expliquer qu'aucun championnat régulier ne peut être organisé dans le pays, alors que la violence est un fait réel et grave, mais ce phénomène n'est pas nouveau dans notre pays :

Depuis l'année 1987, le 29 novembre, lorsque les premières élec-

tionnaires ont été écrasées dans le sang, à la ruelle Vaillant, par l'armée, qui a détruit l'espoir présidentiel de de Leslie Manigat, la violence s'était rapidement installée dans le pays avec le phénomène « rache man yòk », sous Henri Namphy. Il y eut ensuite le règne de Zen Glendo, ces hommes armés, civils ou militaires, qui pénétraient dans les maisons de résidence pour assassiner, incendier, tuer et piller dans tous les quartiers populaires et dans les ghettos. Ces crimes connurent une brève accalmie, à l'avènement d'Aristide, le 16 décembre 1990, avec son fameux slogan « bayo sa yo merite » un équivalent du « Bwa kale », à la mode aujourd'hui. Dès le lendemain du départ du prêtre-président, le 30 septembre 1991, la violence reprit avec encore plus de cruauté, ayant entraîné disparitions et assassinats de patriotes sans aucun lendemain.

Vous remarquerez que, malgré cette situation grave, tel l'assassinat d'un militant politique connu, Yves Volé, devant le siège de la police de Port-au-Prince, des faits graves n'ayant jamais fait l'objet d'enquête, c'est qu'à chaque acte d'impunité, le pays s'enfonçait davantage dans la violence. Mais, grâce à la passion et aux sacrifices des dirigeants de football, les activités de ce sport n'ont jamais été arrêtées. Au contraire, la popularité du jeu s'est étendue à tout le pays, car chaque ville, chaque quartier d'Haïti a son club de football, qui est devenu, contrairement

à ce qu'on en attendait, bien implantée, grâce au travail de structuration et d'unification du football comme une seule entité dans la nation avec ce constat : les longs déplacements, des fois la nuit, au retour des matches de villes lointaines, se faisaient sans actes de violence. Le football déployait ses activités de compétitions, et, fait intéressant, s'étendait à l'ensemble du pays, contrairement aux décennies d'avant, sous Duvalier, ou avant, lorsque la compétition officielle se limitait à la capitale. Avec la confiscation du football par des gangs, ces dernières années le sport roi se meurt ; et voilà que depuis six saisons, bientôt sept saisons, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2024, 2025 (dans son cinquième) aucune activité de football, ni de développement, ni de compétition. Ce qui indispose, c'est l'attitude étrange et coupable de la FIFA soutenant cette opération de destruction systématique du sport national, en violant ses propres règlements et nous citons : le football, malgré l'extrême misère du pays, se portait bien ; en 2019 au Maroc, lors de son congrès annuel, la FIFA a invité un délégué d'Haïti à venir exposer le programme du football féminin haïtien qui connaissait un succès énorme, défiant les USA, numéro 1 mondial et éliminant, même en U20, le Canada, en 2018 !

Aujourd'hui, même les dirigeants politiques de facto actuels reconnaissent et admettent que c'est une mafia mondiale qui est la cause

des fins de corruption d'enrichissement : depuis plusieurs décennies, c'est toute la mafia mondiale qui prend possession de tous les secteurs vitaux du pays, tous les secteurs pour les mettre au service de tous les trafics illicites.

La musique et les orchestres et désormais, le football national, avec plusieurs clubs du pays, sont au service des trafiquants locaux pour blanchir l'argent sale. C'est ce qui explique la débâcle du football national, qui ne joue plus de compétition, ne forme plus de joueurs avec trois faits qui méritent d'être soulignés et qui confirment la mainmise de la mafia sur ce secteur sportif qui contribue à garantir la paix sociale, malgré la misère sauvage de la population : souvent on annonce le transfert de jeunes joueurs à l'étranger, mais des mois plus tard, on découvre qu'il s'agit d'un faux transfert ; le jeune, en réalité, est à

Miami, mais la marchandise est blanchie et l'argent sale peut ainsi être régularisé à la banque !

Ce qui n'est pas compréhensible et qui demande des explications, c'est le silence du monde entier, de la communauté internationale, qui dit vouloir aider Haïti, alors que les causes du mal sont l'abandon de la prise en charge de la jeunesse du pays par l'éducation et le sport.

J.B.,

Haïti : Un pays qui refuse de mourir

Par Georges Bossous, Jr.

Dès sa naissance, le 1^{er} janvier 1804, Haïti a été perçue comme une énigme par certains et un miracle par d'autres. Cette nouvelle nation, fondée par d'anciens esclaves, sous la conduite de Jean-Jacques Dessalines, représentait un véritable cauchemar pour les principales puissances coloniales de l'époque — la France,



Georges Bossous jr.

l'Espagne, l'Angleterre, etc. —. Par conséquent, celles-ci, et aussi bien les États-Unis, ont catégoriquement refusé de reconnaître son indépendance. Comme l'avait exprimé le célèbre abolitionniste Frederick Douglass : « Haïti est une épine dans le flanc des nations esclavagistes. Elle leur rappelle constamment la capacité des Noirs à se gouverner eux-mêmes ».

Une résistance séculaire

Tout au long de son existence,

Haïti s'est vu au bord de l'effondrement. Des catastrophes naturelles — séismes, cyclones, inondations, etc. —, jusqu'aux crises politiques chroniques, aucun revers ne lui a été épargné. La dette imposée par la France, en 1825, l'ingérence étrangère, les dictatures soutenues par les grandes puissances, les occupations militaires (comme celle des États-Unis, de 1915 à 1934), et les divisions internes, ont entravé son développement. En clair, le pays a été appauvri, vilipendé, humilié et saigné à blanc.

Le peuple haïtien, quant à lui, n'a jamais été permis d'exercer son droit à l'autodétermination. Aujourd'hui encore, ce peuple est pris en otage par des gangs armés et des élites corrompues. Ces deux entités, comme on le sait, ont toujours été guidées par leurs petits intérêts mesquins. D'ailleurs, elles n'ont jamais considéré Haïti non comme une nation souveraine, mais plutôt comme un territoire à manipuler à leur guise.

Le miracle du football : Une lumière dans la nuit

C'est dans un contexte presque apocalyptique — absence de gouvernement légitime depuis plus de quatre ans, 90 % de la capitale est contrôlée par des bandits lourdement armés, etc. — que s'est produit le miracle de la qualification d'Haïti pour la Coupe du monde de football 2026. En plus, l'événement est historique. De puis ce que Philippe Vorbe a si justement appelé l'épopée de 1974, c'est la première fois de

puis 52 ans, qu'Haïti participera à cette prestigieuse compétition sportive planétaire. L'ancien milieu de terrain et capitaine du onze national a déclaré : « Je souhaitais cela avant de mourir. Mon rêve s'est réalisé. Ce n'était pas seulement mon souhait, mais celui de toute l'équipe nationale de 1974, de voir une nouvelle génération participer à la Coupe du monde (...) ».

Le 18 novembre 2025 — jour de la commémoration du 222^e anniversaire de la Bataille de Vertières —, Haïti a triomphé contre le Nicaragua 2-0. Par cette victoire, elle s'est qualifiée pour la prochaine Coupe du monde de football. Ce symbole fort est comme un message de l'histoire elle-même : Les ancêtres veillent !

Un fait marquant doit être signalé. En raison des conditions de sécurité, l'Équipe haïtienne n'a jamais joué un match à domicile. En plus, elle s'est battue sans réel soutien gouvernemental et a affronté la négligence, les préjugés, voire le mépris dans certains pays hôtes. Et pourtant, ces jeunes « Grenadiers » ont marché dans les pas de nos héros de 1803. Aminés par l'esprit de Vertières, ils ont rendu possible l'impossible.

Une mémoire vivante et résistante

Je n'avais qu'un an lors de la participation de l'équipe nationale à la Coupe du monde de football, en 1974. Toute mon enfance a donc été bercée par les récits héroïques des Wilner Nazaire, Henri Francillon, Pierre

Bayonne, Emmanuel Sanon, Philippe Vorbe, Jean-Claude Désir, Ernst Jean-Joseph, Guy Saint-Vil, etc. Je n'aurais jamais cru vivre un moment similaire dans ma vie adulte.

Et pourtant, au cœur même de Port-au-Prince assombrie, on a vu les rues s'illuminer de cris de joie, de chants, de fierté. On a également remarqué des enfants en haillons danser, des adultes lever les bras au ciel. Le peuple haïtien, meurtri des dix départements géographiques, ainsi que celui de la diaspora, a entonné en cœur : « *Nou la toujou !* » (Nous sommes encore là !)

L'espoir comme dernier refuge

La qualification d'Haïti pour la Coupe du monde n'est pas qu'un exploit sportif. C'est un acte de résistance. Une preuve que, même au bord du gouffre, ce peuple est capable de beauté, de dignité, de grandeur.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons rappeler au monde — et à nous-mêmes — que Haïti n'est pas un échec. Haïti est une leçon de courage. Une expérience vivante de liberté. Une nation qui, malgré tous les complots contre elle, refuse de mourir.

« *Haïti is the original pioneer emancipator of the nineteenth century. She has taught the world the danger of slavery and the value of liberty* » (Haïti est le pionnier de l'émancipation au XIX^e siècle. Il a enseigné au monde entier le danger de l'esclavage et la valeur de la liberté) — Fre-

derick Douglass.

Le 18 novembre, souvenons-nous de ce que signifie vraiment Vertières : Un cri éternel de dignité humaine, d'espoir, et de liberté.

Références

- Douglass, F. (1893). *Lecture on Haiti*, World's Fair, Chicago.
- Delisle, P. (2003). *Les missions catholiques et les débuts de l'indépendance haïtienne*
- White, S. & Daughton, J. (2012). *In God's Empire : French Missionaries and the Modern World*.
- Clorméus, L. (2013). *Religion, pouvoir et société dans l'histoire d'Haïti*.
- Haïti Soccer Federation. (2023). *Fédération Haïtienne de Football*.
- Historique sur la Bataille de Vertières, Ministère de la Culture, Haïti (2022).

* Georges Bossous, Jr. *Georges Bossous, Jr. est psychologue de profession. Il est le fondateur et directeur général de Word and Action, Inc. ainsi que de la Haitian American Leadership Initiative, Inc.. Il est également cofondateur de la Fondation Vertières. Animateur engagé, il est le directeur de l'émission hebdomadaire OPINION, diffusée sur les ondes de Radio Mega. Militant de la justice sociale, analyste politique respecté et voix influente dans le paysage médiatique haïtien et de la diaspora, M. Bossous met son expertise au service de la vérité, du changement social, et de la mémoire collective haïtienne.*

GRENN PWONMENN

Youn lòt lane chaje ak pwoblèm

Alapapòt m ap mande eskiz, akòz nimewo jounal sa a, ki premye pou lane 2026 la. Paske plizyè nan nou te rele m pou mande m sa k ap pase, depi dènye nimewo ki te parèt nan dat 3-10 desanm lane pase a, nou pa resevwa jounal la, jan nou konn resevwa l chak mèkredi. Sè ke editè Léo gen pwobkèm finans ki pa pèmèt li fè tout depans yo pou ban nou satisfaksyon. M espere ke n ap jwenn pi bon tretman lane sa a, dekwa pou zòt k ap tann jounal nou chak semèn ka jwenn satisfaksyon. Antouka, nou bezwen èd tout zanmi jounal la pou kenbe l anvi.

Ann rantrè nan manman kesyon an. Asireman, tout mounn ap swiv kijan nou vèl yo ap de woule. Alò nou konprann pou ki rezon mwen vini ak tit sa a pou atik la. Selon sa nou wè, sa n ap tandè, pa gen mank nan sa. Nou rantrè nan youn lane ki chaje ak pwoblèm an kòmansan depi premye semèn nan. Pi devan nou pral bay plis detay. Men gen mounn ki kwè se pa sèlman bri fizi ki pral deranje lemond antye. Nou ka menm tandè bonm atomik, menm deklarasyon *Twa zye*, Sanzatann, nou ka tounen nan lane 1940 yo. Sitwayen ki gen bon tilaj sou tèt yo ka sonje epòk sa a. Nou vèl jenerasyon an pa t ko fèt.

Antretan, n ap eskize m si m an reta, men jan pawòl la di, li pa janm twò ta pou fè bon bagay. **Bòn Ane nou tout.** Epi m ap raple nou ke Premye Janvyè ki sot pase a se te youn « *Fèt Doub* », ou ka di De Kabès tou, pou nou menm Ayisyen, paske se jou pou n te selebre 222 lane endepandans Ayiti, ki te deklare nan dat Premye Janvyè 1804, apre « *Bataille Vertières a* », toupre Cap François, nan dat 18 novanm 1803. Antouka Cap François tou pèdi non l. Se Cap-Haïtien nou konnen.

Se pa t youn ti jwèt, pou Lame ansyen esklav yo, ki te gen non Lame endijèn, te rive bat pi gwo Lame ki te genyen nan epòk sa a, Lame Napoléon Bonaparte, ki te kòz latèrè tou patou, menm nan peyi Larisi.

Epi apre tout sakrifis zansèt yo, gade kijan Ayiti vin tounen sa l ye kounnye a, « *peyi pi pòv nan tout Lamerik la* », jan yo renmen di l, youn pami peyi pi pòv sou tout latè.

Kisa ki lakòz sa ? Lè zansèt nou yo te bat lame ke mèt esklav yo te sèvi pou kenbe yo ann esklavaj sa a te deranje ekonomi gwo otorite yo, paske pa t gen travayè pou granmesi pou eksplwate. Kòm nou konnen, se sou do esklav yo ekonomi tout gwo peyi yo, sitou ann Ewòp, te baze.

Ansyen mèt esklav yo te fa che fopaplis, yo di fòk yo trase youn egzanp sou Ayiti, pou esklav nan lòt peyi pa pran sa k pase an Ayiti a kòm egzanp. Antouka, se Ayiti ki te devni egzanp pou esklav nan lòt peyi yo, menm peyi Venezwela ki nan gwo tèt chaje kounnye a avèk prezidan ameriken an. Nou ka bay plis sou sa pi devan.

Men anvan m al pi lwen, m ap envite nou tout, ki kwè nan mirak ki soti kay Bondye, pou nou rantrè nan youn Gwo Mouvman, ki pa mande pou n fè okenn de plasman. **Se Mouvman Lapri yè, pou mande Bondye pèmèt lane 2026 la devni « Lane Restorasyon Ayiti ».** Wi, n ap fè tèt ansanm, nenpòt kibò nou ye, pou n mande **Gran Mèt la** pou Ayiti vin jwen **Liberasyon vrèman !**

Ann pase pran kesyon Vene zwela avan

Mwen pa kwè m ap egzajere lè m di se pwoblèm Venezwela a ki pran devan tout lòt kesyon nan lemond antye. Asireman, nou

pran nou vèl la nan radyo, nan televizyon epi nou li sa nan jounal. Kanta pou entènèt la, avèk sa nou rele « *la démocratie de l'information* », sa k pase Venezwela a blayi sou tout rezo sosyo.

Nan aswè 2 janvyè, rive douvanjou 3 janvyè, deblozay te pete nan Caracas. Kapital peyi Venezwela, la nan Lame rik di Sid. Solda Ameriken pran lavil la pou yo, yo menm jwenn fason pou bay youn blakawout pou tout kapital la, epi yo gen elikoptè k ap vole toupatou, san okenn apnèchman, Kisa y ap chache menm ? Yo te dèyè prezidan peyi a, ki pa t dòmi nan Palè a, ni nan okenn lòt kote li konn al kache pafwa, dekwa pou lénmi l yo pa fè 2 pwen sou li. Enben anvan 4 è nan maten jou 3 janvyè a, solda ameriken, ke prezidan Donald Trump, te bay fè djòb la, te byen reyisi. Okontrè, nan youn anons prezidan Trump te fè, anvan 4 è edmi, nan **Truth Social**, rezo pèsònèl li a, li te di : « *Se avèk siksè nou te lanse youn gwo atak kont Venezwela. Nou rive kap tire prezidan Maduro ak madanm ni. Yo deja kite peyi a abò avyon* ». Se kansa nou vèl la gentan blayi toupatou, epi n ap tandè kòmantò adwat agòch. Gen mounn ki kontan Ameriken met lapat sou Maduro. Men tou, gen lòt ki di sa pa ka pase konsa, fòk Ameriken peye pou frekansite yo, paske se tout peyi ki menase. Trump ap vini ak sa yo rele « *Doctrine Monroe* ». Sa Etazini vle se sa k pou fèt nan tout Lamerik la, nan Nò. Sant. Sid epi nan tout rejyon Karayib la. Men gen mounn ki te bat bra vo pou Trump, paske li flank Maduro atè. Imajne nou ke menm samdi 3 janvyè a, Venezwelyen ki ann egzil an Florid te pran lari nan Miami, avèk drapo peyi yo ap flote, pou remèsye prezidan ameriken an pou sa l fè pou yo. Koun nye a, yo ka retounen lakayi yo. Fò m di nou

Florid se kote Oze tazini ki gen plis Venezwe lyen pase tout lò. Antretan, lèndi pase, 5 janvyè. Nicolás Maduro ak madanm ni « Cilia Flores, te parèt nan tribinal nan Manhattan, New York apre 2 sware nan prizon. Tou le 2 plede « non koupab », yo inosan fas a akizasyon zam ilegal epi trafik dwòg yo mete sou do yo a. Kanta pou Maduro, li di li « Mwen se prezidan peyi m, Venezwela, ke solda Ameriken yo vin kidnape ». Gen lòt sesyon tribinal ki pou fèt.

Antretan, prezidan Trump di li pran Venezwela anchaj pou kèk tan, pou plis pase youn lane. Men otorite Vene zwela yo, ki toujou la, gentan enstale vis-prezidan an, Delcy Rodríguez, kòm prezidan. Pa gen sektrè nan sa, vis-prezidan an se bon asosye prezidan Maduro. Alò n ap mande sa k pral rive si prezidan Rodríguez pa dakò pou koòpere ak prezidan Trump sou tou sa msye vle. Sitou ke Trump di sa k ka rive l kapab pi rès pase sa k rive Maduro a. Dizon ke prezidan Rodríguez pa dakò sou kesyon petwòl la, paske Trump di se konpayi ameriken li pral met anchaj petwòl la, e se gouvènman ameriken ki pral distribye pwofi lavant yo ant 2 gouvènman yo, sètadi ant ameriken ak venezwelyen.

Se youn jwèt gwo lajan k ap jwe

Epi se la nou vin konprann tout bon ki klas jwèt k ap jwe. Kesyon de trafik dwòg, de manke respè pou demokrasi epi aji kòm diktate, se pa sa ki lakòz gwo eskandal envazyon prezidan Trump lan. Se youn kesyon de benefis ou ka fe nan vann petwòl. Fòk nou konprann ke Venezwela gen plis petwòl an rezèv pase tout lòt peyi. Li menm devanse peyi Arabie saoudite, nan *Moyen Orient*, ki tonbe an dezyèm pozisyon.

Alò, pou Ayisyen, ki te met nan tèt yo ke prezidan Trump ka fe youn debakman ann Ayiti tou pou vin swa-dizan mete lòd nan dezòd, yo mèt bliye sa. Se vre Ayiti gen anpil petwòl, men tout

anba tè, anyen panko eksplwate, dekwa pou prezidan ameriken an ta konvate petwòl Ayiti a, jouk pou l ta anvizaje anvayi Ayiti pou l vin pran kontwòl tout gwo richès petwòl Ayiti a. Paske, selon kal kil ekspè yo fè, petwòl Ayiti a, ki panko eksplwate, ka pi plis toujou pase pa Venezwela a.

Vrèman lanmou lajan se rasin tou sa k pa bon nan lavi. Epi nan kouri dèyè lajan gen mounn ki pèdi lavi yo.

M espere nan ka Vene zwa la a, bagay yo pap lakòz gwo pete fyèl. Paske lèndi, 5 janvyè a, nan youn reyinyon brid sou kou nan Konsèy sekirite Na syon Zini, sou kesyon Vene zwela a, reprezantan peyi Lachin, ki se youn asosye Venezwela, te pale avèk anpil fènte, li mande pou prezidan Maduro jwenn libète l byen vit, presto ! Presto ! Fòk Eta zini gen respè pou lwa entènasyonal. Li pa sèl kòk ki chante !

Men sityasyon an youn ti sans diferan bò kote otorite peyi LaRisi, ki gen bon kontak ak Venezwela tou. Pandan ke gou vèlman Larisi, espesyalman mi nis Afè etranje a, kondane aksyon militè nan peyi Venezwela a, prezidan Vladimír Poutine, ki se zanmi prezidan Trump, pa di youn ti mo nan kesyon arestasyon ak anprizonman prezidan Vene zwela a ak madanm ni Oze tazini.

Antretan, jedi pase, 8 janvyè, Sena meriken an tonbe dakò sou youn pozisyon pou mete fren sou atak prezidan Trump ap fè sou Venezwela yo. Yo vote anfavè youn rezolisyon, 52 kont 47, kivedi gen repibliken ki te mete ak demokrat, pou yo te fè vòt sa a. Asireman prezidan Trump yo p ap siyen l. Men lejislatè yo fè konnen ke yo pa dakò jan Trump konprann se li ki sèl chèf nan tout emisfè a, li fè sa l vle, jan l vle !

Enben, n ap tann sa k pral rive pi devan, youn fason ou youn lòt, paske pawòl la byen di : « **Tout lapriyè gen ensiswatil !**

**Ti Renm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com**

Lettre ouverte aux citoyennes et citoyens Haïtien 14 janvier 2026

Au peuple Haïtien, en Haïti et dans la diaspora.

L'élection prévue cette année est l'un des moments les plus cruciaux de notre histoire nationale, mais elle se prépare sur une base dangereusement fragile et profondément ambiguë. Depuis des années, les autorités promettent audits et transparence, no tamment à travers des revues de contrats et de systèmes censés garantir l'intégrité de nos processus électoraux et d'identification. Ces promesses n'ont jamais été tenues : aucun audit clair, public et indépendant n'a été présenté à la population pour expliquer comment nos institutions ont fonctionné, où elles ont failli et qui doit être

tenu responsable. Dans un tel contexte de silence et d'opacité, parler d'élections normales relève moins de l'honnêteté que d'une fiction politique.

Au cœur de cette menace se trouve un fait que nul Haïtien responsable ne peut ignorer : l'existence d'environ 800 000 cartes d'identification en double dans le système de l'ONI. Il ne s'agit ni d'une petite erreur technique ni d'une banale imperfection administrative, mais d'un défaut structurel majeur qui crée des centaines de milliers de doubles identités potentielles au sein du registre national. Un tel niveau de duplication transforme la liste électorale en source permanente de suspicion, ouvre la porte à la

manipulation, permet l'inflation des votes dans certaines zones et offre à tout camp perdant un prétexte immédiat pour rejeter les résultats comme frauduleux, au risque de replonger le pays dans un nouveau cycle de crise.

Pendant ce temps, les responsables politiques haïtiens et leurs partenaires internationaux parlent de transition, de dialogue, de retour à l'ordre constitutionnel, mais demeurent pres que totalement silencieux sur cette question centrale. Ils ne réclament pas d'audit complet de l'ONI, n'exigent pas la publication des contrats, ne placent pas l'assainissement du registre électoral au sommet de l'agenda national. Ce silence n'est pas for

tuit : il protège un système que beaucoup espèrent encore utiliser pour conquérir ou conserver le pouvoir, même au prix d'un approfondissement de la méfiance et de l'instabilité. En acceptant des élections dans ces conditions, la classe politique de mande au peuple de légitimer un processus qu'elle sait elle-même profondément compromis.

C'est pourquoi cette lettre ouverte appelle chaque citoyenne et chaque citoyen haïtien, chaque journaliste, chaque organisation de la société civile et chaque dirigeant de bonne foi à refuser une élection fondée sur 800 000 cartes en double et sur un système non audité et opaque. Avant toute fixation de

date, le pays doit exiger : un audit complet, indépendant et public de la base de données de l'ONI ; l'identification et la correction de tous les doublons ; la publication de tous les mandats et contrats relatifs aux audits promis par le passé. Une élection qui prétend rétablir l'ordre constitutionnel doit reposer sur la vérité, la clarté et un registre assaini ; sinon, elle ne fera que reproduire notre misère sous une nouvelle étiquette officielle. Haïti mérite mieux qu'un exercice d'ambiguïté : elle mérite un véritable choix démocratique.

**Ing. Alex St-Gardien Jecrois
Silver Spring, Maryland
U.S.A.**

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

ting the Haitian parties representing various political sectors to agree to "pull together."

Considering the chaotic state when the CPT was established, its key role was to create stability in the country, to allow for a renewal of democracy via democratic elections. But under the CPT rule, the chaos has intensified, to the point that the capital of Port-au-Prince is about 90% controlled by violent gangs, according to a United Nations report. Certainly, the CPT can't continue, after February 7. Interestingly, one of its influential members, Leslie Voltaire, declared that, as of February 7. "We shall be illegals."

What Role for President Trump at this stage

Is President Donald Trump thinking of a solution to the Haiti crisis? It was widely reported on Social Networks that two members of the CPT, the current Pre

sident Laurent Saint-Cyr and former President Leslie Voltaire, were invited to a conference to be held on Sunday (January 18) at Mar-a-Lago. Nothing was said about the subject of the discussions.

Nothing happened at Mar-a-Lago with the Haitians. According to a reportage in a Co-pilot search on Bing.com, "The Haitian delegation at Mar-a-Lago, on January 19, 2025, was met with a critical display of political sabotage. Two key members of Haiti's Transitional Council (CPT) failed to appear at the summit, leaving an 'empty chair' at the table with senior U.S. power brokers."

We won't go into the details about the sabotage mentioned above, but Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé, who runs day to day operations in the government is blamed for "mobilizing his administrative machinery to block the delegation from leaving Port-au-Prince."

With division within the camp

of the ruling party in Haiti, one is left to wonder about what's next from the International Community, which has assumed control in matters of Haiti's governance.

Haiti's governance in the hands of the International

Consider that since the assassination, July 7, 2021, of President Jovenel Moïse, the International Community is in control of Haiti's governance. Immediately after the assassination, Claude Joseph, formerly Moïse's Foreign Affairs Minister and interim Prime Minister at the time of the assassination, assumed Haiti's presidency and declared martial law. He had the support of national security forces, both National Police and the miniscule Army. Moreover, it will be learned later that Mr. Joseph was a close collaborator of the widowed First Lady Martine Moïse.

Notwithstanding all this support, Claude Joseph held the presidency for only 12 days. On July

20, he was officially ousted, following disclosure of the position of the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince. On July 17, they had issued a statement calling on Ariel Henry to keep organizing the government. Just days before his assassination, President Moïse had chosen the neurosurgeon Henry as Prime Minister, but he was not yet inaugurated.

Dr. Henry was Prime Minister as well as acting president, from July 2021 until he announced his resignation, in March 2024, from Puerto Rico, while he was in the United States on his way home from a trip to Kenya. It's believed that U.S. authorities pressured him to make that announcement, officializing what was happening, at the time, in Kingston, Jamaica: The set-up of the multihanded Transitional Presidential Council, already mentioned as being in its last days.

As noted since the assassination of President Moïse, the International Community, the U.S. in the lead, has been quite open about the control of Haiti's governance. But involvement in who is chosen to govern Haiti did not

just start in the post-Moïse period. In fact, Moïse is an offshoot of "Parti Haïtien Tèt Kalé" (**Bald-Headed Haitian Party**) from the bald head of the founder and leader of the party, Michel/ Michael Joseph Martelly, the vaudeville Haitian *Compas* singer, who has chosen "Legal Bandit" as his nickname. That's the candidate that got the support of former Secretary of State Hillary Rodham Clinton for Haiti's presidency in 2011. Interestingly, Martelly has come under sanctions from the U.S., Canada and the European Union for criminal activities, such as drug trafficking and support of gangs that cause so much death and desolation in Haiti.

Currently that governance of Haiti is being discussed, we suggest that we go back to Haiti's Constitution of 1987, and choose the country's leader from *La Cour de Cassation*, as Haiti's Supreme Court is called or among personalities of character. It's time for real change in Haiti's governance.

RAJ

raljo31@yahoo.com

Mona Lisa Dalmacy Completes RN Nursing Program at Broward College

Continued from page 1

Guided by purpose and faith in her calling, Mona Lisa Dalmacy is committed to lifelong learning. She plans to continue her education in Nursing with the goal of working as a Nurse

Practitioner. Through advanced clinical care, she hopes to expand her impact and uplift the individuals and communities she serves.

This new graduate's achievement is a source of deep pride for her family, particularly her

father, Kesler Dalmacy, MD, with whom she now shares a long-standing tradition of service to the community. From a young age, she was immersed in the world of compassionate care, spending time in her father's medical office helping

to keep things running smoothly and comforting young children while their parents were being seen. As she grew older, she remained part of the practice as a receptionist, gaining firsthand insight into patient-centered service and community trust.

Today, she steps forward as a nurse, not only fulfilling her own calling, but also continuing a legacy of service—standing alongside her father in a shared commitment to healing, dignity, and care for others.

Mes Réflexions sur l'avenir d'Haïti 2025

Par Jean-Miguel Auguste *

Un neurochirurgien brillant, insatisfait de sa réussite professionnelle, obsédé par un statut social illusoire, rongé par le désir d'émuler un excellent médecin de campagne, dévoré par la hantise de voir son nom cité dans les prochains livres d'histoire



Père Miguel Auguste

d'Haïti, troque son serment d'Hippocrate pour un serment politique. Il crache sur les deux et se retrouve exilé de son propre pays par ceux-là mêmes qui lui ont permis de réaliser son fantasme...

Ces mêmes marionnettistes, qui ont confédéré les bandits armés en association terroriste, après avoir mis le joker (le neurologue) hors d'état de nuire, confédèrent les partis politiques qu'ils estiment les plus impor-

tants et/ou les plus nu...

[8:27 a. m., 1/2/2026] Père Miguel : une réponse à mes réflexions sur l'avenir d'Haïti du 31 décembre 2025 qui mérite d'être partagée et publiée avec l'autorisation de l'auteur.

Père Miguel,

Je suis profondément touché et inspiré par votre texte en date du 31 décembre 2025. Votre lucidité et votre courage face à la situation d'Haïti sont rares, édifiant et précieux. Peu de voix savent, comme la vôtre, nommer avec autant de clarté les dérives politiques tout en gardant intacte l'espérance d'un pays refondé et digne. Votre vision n'est pas seulement une analyse, c'est un appel vibrant à la responsabilité, à l'action et à l'amour pour notre patrie.

Je partage pleinement votre lecture de la situation et l'urgence d'une rupture réelle avec le cycle des monstres politiques que nous avons engendrés. Oui...

[10:38 a. m., 1/2/2026] Léo: bon vendredi, Père Miguel ! Le texte de l'étudiant en médecine, Louis I. Michael, prouve que tu ne prêches pas dans le désert. Je me sens doublement engagé, dans la publication d'un document dont l'auteur est, comme moi, originaire des Cayes.

[7:09 pm, 1/2/2026] Léo : Bon vendredi, Père Miguel, et bonne et heureuse année, après le 1er janvier ! Faisant l'inventaire des documents

disponibles pour l'édition du 14 janvier, j'ai constaté ton texte fleuve introuvable. Je te saurais gré de me l'envoyer, si possible. Merci d'avance !

[3:56 pm, 1/3/2026] Père Miguel
Mes réflexions sur l'avenir d'Haïti, 2025

Juillet 2021-31 décembre 2025
Un neurochirurgien brillant, insatisfait de sa réussite professionnelle, obsédé par un statut social illusoire, rongé par le désir d'émuler un excellent médecin de campagne, dévoré par la hantise de voir son nom cité dans les prochains livres d'histoire d'Haïti, troque son serment d'Hippocrate pour un serment politique. Il crache sur les deux et se retrouve exilé de son propre pays par ceux-là mêmes qui lui ont permis de réaliser son fantasme.

Ces mêmes marionnettistes, qui ont confédéré les bandits armés en association terroriste, après avoir mis le joker (le neurologue) hors d'état de nuire, confédèrent les partis politiques qu'ils estiment les plus importants et/ou les plus nu...

[3:57 p. m., 1/3/2026] Père Miguel : Mes réflexions sur l'avenir d'Haïti .17 décembre 2025.

Échantillons exceptionnels

Une nouvelle fin d'année de misère de trop, de cruauté de trop, de barbarie de trop... de crise politique de

trop... de souffrance de trop... De pa wè devan, pa wè dèyè de trop... en cette fin d'année 2025, après le seul clin d'œil de soleil, la qualification de la Sélection haïtienne pour la Coupe du monde de 2026, dans la version haïtienne de la longue nuit des longs couteaux, cette longue purge contre le peuple haïtien, on se souvient de feu président Leslie Maïgat qui nous rappelait que notre pays avait souvent produit de « beaux échantillons ». C'est-à-dire que malgré la misère, l'analphabétisme, la corruption, la violence, l'instabilité politique, le sous-développement chronique, l'exiguïté du territoire, Haïti, tout au long du 17e, du 18e, du 19e et du 20e siècles, avait produit de grands esprits. En ce début du 2e siècle, l'ex-gouverneur du Canada, Mme Mchaelle Jean, l'immortel Danny Laférière, mon concitadin de l'Académie française, le Dr Hherriot Tabuteau CEO of Axsome Therapeutics Inc. viennent s'ajouter à la liste de ces échantillons.

Beaux échantillons pour un pays vivable

Mais, nous nous contentons de trop peu... de si peu... depuis tout le temps que nous produisons ces « beaux échantillons », ça n'a pas empêché à des crises incessantes de balloter le pays d'un siècle à l'autre, jusqu'à la crise existentielle qu'il vit, en ce 2e siècle... donc, produire de « beaux et exceptionnels échantillons » ou avoir

le compas, la soupe joumou inscrits à l'UNESCO ne suffit pas, tout comme se retrouver à la Coupe du monde chaque demi-siècle ne suffit pas et ne change pas automatiquement notre situation de peuple miséreux et paria.

Those moments are too few and too far between...

Il nous faut une masse critique de « beaux échantillons » dans tous les domaines pour reconstruire notre république, nos institutions et lancer notre pays une fois pour toutes sur la voie du développement intégral et durable... de même il nous faudra des échantillons exceptionnels dans l'arène des grandes, moyennes et petites entreprises pour créer la richesse et les emplois qui diminueront le chômage et qui permettront, lors que le pays sera pacifié, de ne plus penser quotidiennement à la barbarie, aux horreurs, aux viols, aux vols, aux incendies, bref à la destruction systématique du pays par les terroristes et les apatrides...

Il nous faut créer alors, une masse critique de grands et beaux esprits dans plusieurs domaines et produire des athlètes talentueux dans les différentes disciplines sportives avec de la vision, de la réflexion, de la planification, de l'organisation, de la décision, du leadership, du caractè-

Suite en page 9

Marcus Mosiah Garvey enfin gracié !

LE 46^E PRÉSIDENT DES USA INTERPELÉ POUR ACCORDER SA GRÂCE EXCEPTIONNELLE A MARCUS GARVEY

Récit du remarquable Emmanuel Argo*

« *Il n'y a pas de honte à DEMANDER* ».

Ainsi aimait à me répéter, dans les années 50, ma marraine Henriette quand, le jeudi, jour hebdomadaire de congé, en dehors du week-end, à la Martinique comme en d'autres lieux de France, je l'accompagnais au marché pour que, plus tard, je puisse m'y rendre seul et marchander comme elle.

Avant d'habiter les Terres Sainville, nous habitions « Pont de chaînes », quartier à la ceinture de Fort de France, chef-lieu du département qui a succédé à Saint-Pierre, l'ex capitale de la colonie, surnommée, en son temps, « Le Petit Paris », mais détruite, en 1902, par l'éruption volcanique de la montagne Pelée. À l'époque, Fort de France était une ville très animée, avec ses rues commerçantes aux noms toujours d'actualité, comme Schœlcher, Blénac, Ernest Desproges, Perri non, François Arago, Galliéni, Lamartine, Blondel, Antoine Siger, Ernest Renan, Saint-Louis, Victor Hugo, parmi lesquels certains sont désormais contestés.

On y trouvait des magasins de vêtements et de tissus de confection tenus essentiellement par des ressortissants syro-libanais, palestiniens et franco-Israéliens. Les Italiens, eux, s'installaient dans des communes de l'île moins peuplées, quand ils ne faisaient pas du porte-à porte avec une valise ou un ballot. Je revois encore certains colporteurs, accablés par la chaleur, arpentant les trottoirs. Ils proposaient des tissus destinés à la confection sur mesure de costumes pour hommes, en prévision des fêtes religieuses dites d'obligation, comme : Noël, l'Ascension, l'Assomption, Pâques et La Toussaint...

Les quelques grands magasins aux enseignes parisiennes, ou plus populaires de France, comme Le Printemps, Prisunic, Bata étaient dirigés par des Blancs venant du continent européen surnommés Métropolitains ou « Zoreilles ». Faisaient exception certains magasins de taille moyenne tenus par des Martini quais békés qui détenaient également soixante-dix pour cent des pharmacies du centre-ville. Des Afrodescendants s'illustraient également dans le domaine de l'électro-ménager. Le nom de la boutique annonçait déjà celui du propriétaire comme le *Delih Bazar*, de renom, qui indiquait sans conteste qu'il était d'origine indienne. Généralement, le nom des magasins et boutiques s'affichait avec fierté en façade désignant le nom de famille.

En « bôd'mè », comme on disait, et plus précisément le long

de la baie des Flamands, se situait le cercle des négociants-importateurs spécialisés dans la vente en gros et demi-gros de l'alimentation générale. Comme dans toute bonne ville coloniale, ce Cercle réservé aux hommes uniquement, rassemblait en dehors des heures d'ouverture les concurrents autour d'un punch et de l'eau gazeuse locale — la célèbre Didier. Ils venaient de compresser avant de rejoindre leurs foyers pour midi et pour la soirée.

Dans des quartiers en périphérie du centre-ville, des commerces, semblables à nos superettes d'aujourd'hui, étaient tenus par des familles d'origine chinoise et afrodescendante. La plupart de ces derniers tenaient majoritairement de très petits commerces de détails appelés « *boutiques* », des bars ou bistros dits « *débit de la régie* », mais aussi des étals dans les marchés couverts. On y trouvait des fleurs, des fruits, des légumes, des épices et autres potions ou onguents traditionnels de la pharmacopée locale, et de la viande fraîchement découpée.

Un marché aux poissons quotidien, tenu par des femmes, se situait le long du canal Levassor, voie d'eau semi-navigable qui permettait aux gommiers de remonter jusqu'au cœur de Fort de France. Là, se mélangeaient à l'eau de mer, celle des rivières et celle de la Fontaine Gueydon, du nom d'un amiral-gouverneur de la colonie française de Martinique. Non loin, sur un autre marché à ciel ouvert, bi-hebdomadaire, celui-là, des revendeuses et autres maraîchères, venues des communes, vendaient des produits vivriers et de la volaille vivante. À l'écart et uniquement le samedi, des éleveurs venus, eux aussi des communes, vendaient sur pieds : moutons, cabris et porcs.

À la sortie de ce dédale, pour se rendre dans un magasin du centre-ville, ma marraine interrogeait, sans sourcilier, soit un porte-faix soit un des chauffeurs de taxis dits « *de place ou voiture de louage, ces américaines : Cadillac, Chevrolet, Ford, Pontiac, que nous appelions communément des limousines* », ou encore quelqu'un qui, souvent ne savait rien de plus qu'elle, mais qui tentait, à force de gestes confus, à lui donner une explication hasardeuse. Ainsi, après le bonjour de rigueur, venait ensuite la question : « *Pà koté Ani charico iyééé ?* ». C'était un des rares magasins de chaussures de très bonne facture. Après plusieurs gestes de la main, dont des deux accompagnés par des contorsions du corps, le quidam déclarait pour

finir : « *Ai tou' dwouet !* » Mais, attention, il fallait décoder : pencher le bras vers la gauche ne voulait pas forcément dire tourner à gauche, mais peut-être le contraire. Cet exercice pouvait se renouveler à l'infini, car les gens étaient aimablement volontaires et soucieux de rendre service, le respect du prochain étant enseigné par une église souveraine. Une fois sur trois, ma marraine déchiffrait ce code sans m'avoir vraiment livré le secret. Face à ma timidité de gosse de dix ans mêlée d'admiration pour cette femme digne que je ne voyais jamais humilier quiconque, elle me disait « *Y a pas de honte à demander !* ».

Ainsi, bien au-delà de la simple façon de se guider, pour que, plus tard, je puisse me débrouiller seul en ville, c'est en vérité, la transmission d'une vraie leçon de vie que ma marraine, cette femme éduquée et fière, m'a transmise. Une leçon de bienveillance et de solidarité dans la réciprocité avec la conviction que l'acte de demander ne signifie pas l'infériorité ou la faiblesse, mais plutôt la confiance en autrui.

Grâce pour Marcus Mosiah Marcus

Même si les mœurs ont changé et que la défiance menace, poussé par un vrai souci de justice, à la veille du départ du président Joe Biden, il m'a semblé indispensable de lui demander grâce pour Marcus Mosiah Garvey, lequel, comme beaucoup le savent, a été accusé de fraude, à la licence de transport concernant la circulation d'une flotte de navires de marine marchande, qu'il avait appelée Black Stars Line, et, à la demande du FBI, condamné à 5 ans de prison, en juin 1923, assorti d'une amende de 1 000 \$ et du bannissement des U.S.A.

Durant sept décennies, sa famille, des amis, des organisations de défenses des droits civils, des parlementaires américains n'ont cessé d'intervenir pour demander, tour à tour, la grâce présidentielle de Marcus Garvey, aux présidents Bill Clinton, Barack Obama, puis Joseph Biden. En novembre, puis de façon expresse, en décembre 2024, Joe Biden a été de nouveau sollicité sans pour autant donner suite.

C'est comme vice-président de l'Institut Marcus Garvey for Human Development, aux USA, que, lors de notre conseil d'administration, mi-janvier 2025, j'ai proposé à mes collègues de solliciter à nouveau le président Biden ; « *Il n'y avait pas de honte à demander* », une dernière fois, grâce de Marcus Garvey, père du Panafricanisme et symbole de la NégroEvolution avant la lettre.

À l'exception de son fils, le Dr Julius Garvey, la majorité de mes collègues pensaient que ma demande était déplacée, voire impudente. Mais, fort de la seule approbation du doyen Julius — 94 ans —, j'ai quand même décidé d'interpeller en personne le 46^e président des U.S.A.

Ainsi ai-je demandé à M. Joseph Biden de « *faire encore un effort pour gracier in extremis l'honorable Marcus Mosiah Garvey* ». Sept jours après, soit le 19 janvier 2025, le Bureau Oval de la Maison-Blanche appelait mon très estimé aîné, le Dr. Julius Garvey, pour lui annoncer, qu'en plus des 1 500 citoyens graciés dans l'année 2024, le président Biden venait d'accorder sa grâce à cinq nouveaux citoyens, dont Marcus Mosiah Garvey, en deuxième position. Si j'avais consulté l'Intelligence artificielle/ I.A, n'aurait-elle pas jugé ma demande inappropriée ? Sans doute un contresens de l'histoire ?

Enfin, j'éprouve de la fierté à avoir osé demander, quand d'autres (se réclamant ex cathedra d'être carrément fils spirituels de Marcus Garvey et plus panafricanistes que lui-même) jugeaient mon geste comme superfétatoire.

L'audace vient à la fois de deux héritages, celui d'une éducation où la bienveillance et la solidarité (bien à rebours des tendances individualistes actuelles) tenaient une société debout, malgré un passé abîmé par l'esclavage, et celui de notre histoire caraïbéenne, marquée par des personnalités comme : Jacques Des salines en Haïti, Marcus Mosiah Garvey, en Jamaïque et son remarquable fils Julius, Maryse Condé, en Guadeloupe, Franz Fanon, en Martinique, tous Afrodescendants issus d'esclaves déportés depuis les Afriques.

Un développement circonstancié et plus détaillé du plaidoyer que j'ai adressé au président Joseph Biden, pour l'obtention de la grâce qu'il a accordée à Marcus Garvey, sera disponible ultérieurement sous la forme d'un ouvrage, car il convient de comprendre aussi le sens du concept de NégroEvolution à travers ma démarche. Ce concept, que j'ai créé, est inné à l'esprit fondamental du panafricanisme de Garvey, en particulier.

Le monde changeant actuellement, à une vitesse quasi-imprévisible, requiert plus que jamais, notre constante attention. Le temps des menaces, des invasions illégales et des captures semble revenir pour remplacer celui des principes et règles de base de la démocratie, jusqu'à faire fi des institutions internationales cen-

sées les faire respecter.

Le temps des certaines méthodes des liberticides et des ubris est de retour dans ce monde nouveau et multipolaire ; il faut faire front sans s'autoexclure des nouvelles alliances économique-stratégiques et géo-socio-politiques, en vue d'accumulations par additions. Parmi les nouvelles dynamiques de puissance, les diasporas de l'Africa Mundus, réparties à travers le monde, doivent être un partenaire central.

Aussi, ces bouleversements en cours doivent-ils nous conduire à préparer des solutions alternatives, non-violentes, mais réalistes et pragmatiques pour la survie culturelle et identitaire de nos ressortissants de l'Africa Mundus, et surtout pour ses diasporas. Le réflexe de l'entre-soi n'étant plus de mise, nous devons participer à l'élaboration d'un Dialogue Nouveau avec le reste du monde. L'importance des ressources naturelles, sous-marines et la richesse démographique de la sphère Africa Mundus nous invite à créer un mieux-vivre au quotidien pour nos populations et réfléchir à l'essor de systèmes alternatifs, comme celui de l'Économie sociale et solidaire.

J'adresse, à nouveau, mes vifs remerciements au Dr. Julius Garvey, à Pierre Chaillan du Journal Français l'Humanité, à l'e-'am bassadeur d'Haïti à Washington, Raymond Alcide Joseph : fondateur du journal *Haïti-Observateur*, à son frère Léo Joseph, cofondateur et rédacteur de *Haïti-Observateur* diffusé aux USA, sans lesquels la publication de ma DEMANDE de grâce pour Marcus Garvey n'aurait jamais retenu l'attention du Président Joseph Biden, que je remercie ici de nouveau, et tout particulièrement, parce que, désormais, sa décision remarquable fait partie du patrimoine historique de la sphère Africa Mundus.

Ce 09 janvier 2026
* Emmanuel Argo

Chairman of the Africa Mundus Institute/AMI;
Vice-Chairman of The Marcus Garvey Institute/USA;
Member of the Supreme Council of the World Public Assembly;
Ancien enseignant des Universités de l'Union européenne et à la Faculté de Droit de Rouen;
Contributeur pour la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud ;
Membre de la Société d'Histoire de l'Université d'Oxford ;
Membre de Chatham House/UK ;
Rapporteur du G-8 civil à Moscou en 2026.

LA PNH DIT LANCER UNE CAMPAGNE POUR REPRENRE LES ESPACES CONTRÔLÉS PAR LE GANGS

Des maisons pulvérisées, des criminels décimés, des armes et munitions saisies, dit-elle...

Mais, de leur côté, les bandits sèment la mort et font des dégâts...

Suite de la page 2

dit perdant hommes, munitions et armes, ou encore leurs maisons, sous les assauts des brigades spécialisées de la PNH. De l'autre côté, ne voulant pas être en reste, les voyous se mobilisent dans des actions brutales sur les citoyens, tuant nombre d'entre eux et détruisant leurs résidences par le feu.

Attaque policière musclée au Bas-Delmas, trois maisons de Barbecue démolies

Si une première attaque, lancée récemment par la PNH, contre le fief de Jimmy Chérizier, alias Barbecue, le chef du groupe *Viv'Ansam*, était considérée comme un « coup raté », car n'ayant pas réussi à démolir la résidence du chef de ce gang, comme c'était l'objectif, cette dernière offensive, menée avec des drones kamikazes, a complètement détruit la principale résidence de Barbecue, ainsi que deux autres qu'il possédait dans ce même quartier. Il semble que Jimmy Chérizier ait eu le temps de se mettre à l'abri avec sa famille. Mais des lieutenants laissés sur place ont perdu la vie, selon des informations communiquées par la Police.

Comme toujours, le bilan des opérations menées par les forces de l'ordre manque toujours de précisions. Cette dernière dont Barbecue a été victime, n'est pas une exception. Car le communiqué diffusé par la PNH concernant cette attaque dit encore que de « nombreux » criminels ont été « neutralisés », ajoutant encore que le bilan provisoire donné « sera mis à jour » ultérieurement. Pourtant,

comme on sait, le statut provisoire de ce compte-rendu restera éternellement provisoire.

De toute évidence, ces actions d'éclat lancées contre les bandits par la PNH, qui visent à impressionner le public, ne réussissent pas à tenir les bandits en respect. Manquant de bonnes stratégies pour orchestrer des actions vraiment décisives pour réussir les actions qu'elle dit viser, les autorités policières croient qu'il est de bonne guerre de rendre éblouissants leurs récits sur le résultat des attaques contre les criminels. D'au tant plus que cela représente l'attente des victimes. Mais on ne peut s'empêcher de constater que la crédibilité des contenus des communiqués de la PNH sur les pertes infligées aux criminels soient de courte durée. Puis qu'après les énormes pertes qu'elle affirme avoir causées aux gangs armés, ces derniers reviennent à la charge, la prochaine fois avec plus de brutalité.

Des opérations policières musclées sans suivie

Bien que les activités policières se soient intensifiées, dans les zones occupées par les gangs, au point d'être qualifiées de « opérations musclées », par l'institution, les résultats qu'on devrait attendre, par suite de telles initiatives ne sont pas au rendez-vous.

Le dernier en date d'un coup de force ainsi expliqué remonte à la semaine dernière, quand une action coordonnée, avec déploiement de drones kamikazes, a été dirigée sur le fief de Jimmy Chérizier, au Bas-Delmas. Selon le porte-parole de la PNH, « plusieurs » lieutenants du caïd ont trouvé la mort, en sus des trois maisons de ce dernier, qui ont été

démolies, ainsi que des armes et munitions saisies, plus des véhicules saisis ou mis hors d'état de fonctionner, aussi bien que d'au tres équipements.

Cette attaque est qualifiée de « coup dur » porté au gang « *Viv'Ansam* ». Pourtant, après cette offensive violente, Barbecue continue d'évoluer dans la nature, sans doute ayant trouvé refuge auprès de ses alliés. Mais la PNH n'est pas en mesure de garantir son bannissement permanent du Bas-Delmas. Comme Vitelhom me Innocent, chef du gang « *Kraze Bayè* », dont la maison avait été également démolie, alors qu'il prenait la fuite. Aucune information relative à sa capture ou à son sort n'a été communiquée par les forces de l'ordre.

Même scénario pour Izo chef du gang 5 Second, basé à Village de Dieu, dans l'orbite du Bicen tenaire. Son fief avait été, récemment, l'objet d'une attaque lancée avec l'aide de drones kamikazes. Le porte-parole de la PNH avait alors annoncé que plusieurs personnes étaient tuées et que Izo lui-même avait été grièvement blessé, au point que certains l'avaient porté pour mort ou susceptible d'avoir trouvé la mort. Plusieurs mois après cette offensive, il semble que Izo ait survécu à cette offensive.

D'autres bastions de gangs ont été la cible d'attaques aux drones kamikazes par la PNH, y compris celui de Krisla, au sud de la capitale. Là encore, la PNH a informé que plusieurs hommes ont été tués, sans pourtant fournir aucune information relative à leur identité. Il y a encore un fait à remarquer : aucun chef n'a été tué ou arrêté. Est-on en droit de se deman-

der si les chefs sont avertis quand on se fait des déploiement de forces contre leurs fiefs ? Cette question est pertinente, car dans la presse sont dénoncées les bonnes relations, la proximité existant entre des dirigeants et des chefs de gang.

Bien que s'intensifient, les attaques de la PNH contre les bases de criminels, les résultats souhaités par le peuple se font encore entendre. On ose croire qu'il s'agit de la stratégie mise en place par Vladimir Paraison, le dernier directeur général de la PNH récemment désigné. D'aucuns pensent que, les dernières offensives lancées par les troupes de Paraison s'inscriraient dans une stratégie mise en place avec l'assentiment du CPT et du gouvernement d'Alix Didier Fils-Aimé, en vue de proclamer la possibilité de la tenue des élections, alors que le problème de l'insécurité tarde à trouver sa solution.

Vladimir Paraison : Appel aux gangs armés de déposer les armes

Dans la foulée de la « grande offensive » amorcée contre les fiefs des gangs, surtout à l'aide de drones kamikazes faisant d'immenses dégâts et mettant en fuite ou faisant prendre le maquis les chefs des groupes armés, l'institution policière lance un appel aux criminels, les invitant à déposer les armes et à se rendre aux autorités.

En effet, cet appel a été faite, par André Vladimir Paraison, le mardi 20 janvier, lors d'une rencontre avec plusieurs médias.

Déclarant que, désormais, la PNH est dotée de moyens lui permettant de suivre les

bandits jusque dans leurs cachettes. Aussi a-t-il invité de tels individus, qui souhaitent mettre fin à leurs activités criminelles et à se rendre, à ne pas tarder à le faire, afin d'éviter des « affrontements meurtriers » avec les forces de l'ordre.

M. Paraison suggère à ceux qui souhaitent suivre ce conseil de se rendre directement à la PNH ou par le biais d'une institution neutre, comme une église, un média ou encore un temple vaudou.

À cet égard, l'organe de presse en ligne *HC Network* cite le DG de la PNH en ces termes : « Si vous décidez vous rendre, appelez-nous ou rendez-vous dans l'un de ces lieux. Nous viendrons vous chercher et vous serez référés devant les autorités compétentes pour répondre de vos actes ».

En clair, l'invitation de Paraison est assortie d'une menace qu'on n'est pas sûr que les gangs armés acceptent collectivement. Il y a donc fort à parier que l'idée pour que les bandits se soumettent aux autorités, « pour qu'ils répondent de leurs actes », ne fera pas l'unanimité au sein de cette catégorie.

On se rappelle qu'un tel ballon d'essai avait été lancé sous Garry Conille, mais que cette invitation n'avait pas donné de suite. Il est tout de même difficile aux bandits, dont la vie criminelle apporte des millions de revenus annuellement, sous formes de kidnapping, de vol, de pillage ou encore de droits de péage imposés sur les automobilistes et camionneurs prenant les routes publiques et les rues, dans les villes, d'abandonner les activités qui leur rapportent tant de ressources.

L.J.

Mes Réflexions sur l'avenir d'Haïti 2025

Suite de la page 7

re et de l'action...

C'est le seul moyen de transformer ce paradoxe entre misère et grandeur, violence et science, déliquescence et renaissance, défis et génie en masse critique de compétence pour l'excellence, à tous les niveaux et dans tous les domaines...

Qualification de la Sélection nationale à la Coupe du monde de 2026 : Leçon à tirer...

En faisant appel aux meilleurs joueurs haïtiens, peu importe où ils vivaient et évoluaient, l'entraîneur français de la Sélection nationale vient de nous montrer, ou de nous rappeler, que c'est avec les meilleurs que l'on construit une bonne équipe et c'est toujours avec les meilleurs.

Cela devrait nous inspirer et nous servir de leçon, ou de modèle à suivre. La cause, les raisons et l'histoire de ce succès, ainsi que ce que cette équipe de 2026 et celle de 1974 ont en commun et qui les différencie devrait alimenter le débat national pour assurer une présence constante de l'Équipe nationale haïtienne à chaque Coupe du monde et un progrès graduel pour enfin emporter cette Coupe...

Qui y pense sérieusement ?

Pour certains, c'est déjà suffisant que notre équipe soit qualifiée, peu importe qu'elle perde dès son premier match, comme en 1974. Cette façon de voir les choses et les événements correspond à notre fameux « *Pito nou lèd nou la* », un trait de caractère qui se retrouve dans la politique, l'administration, l'économie et le social. Mais, un pays ne saurait se développer et retrouver sa fierté et soustraire sa souveraineté à une ingérence permanente, même de bas niveau, avec une telle devise.

Pourquoi, même en absence du support du public haïtien, nos footballeurs ont gagné la plupart de leurs matchs, en terrain étranger pour se qualifier ? tout simplement parce qu'ils étaient les meilleurs et qu'ils étaient bien encadrés, bien entraînés, bien motivés et bien disciplinés...

Cela devait inspirer la nation et nous aider à comprendre l'importance de la planification, de la discipline, du respect des règles, des bons choix d'objectif, de stratégie et de talents. On ne gagne jamais avec les méthodes diocèses, et cette vérité s'applique à des domaines aussi variés que la politique, la science, la religion, la recherche, l'éco-

nomique, la technologie. Il en a toujours été ainsi, et c'est encore plus vrai au 21^e siècle, le siècle où le savoir et la connaissance sont les clés principales de la richesse ou de la pauvreté des nations...

Si notre participation au championnat mondial de football, en 2026, ne nous porte pas à l'analyse de ce succès et de nos échecs traditionnels, tout cet enthousiasme déclenché, lors de la qualification de notre Équipe nationale, n'aura duré que l'espace d'un matin, au lieu de nous inspirer pour l'avenir.

Grands rêves pour un grand pays

Il est temps de rêver, de vouloir et de réaliser de grandes choses avec les grands hommes et femmes, à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays...Qu'ils nous viennent de la diaspora ou de chez nous, choisissons les meilleurs et non les médiocres, les incapables et les corrompus pour réussir la bataille contre l'insécurité, le sous-développement, l'analphabétisme, le chômage, la violence, la pauvreté, la corruption, l'absence du sens de la citoyenneté et toutes les autres causes de nos malheurs et de nos retards dans tous les domaines...

Osons rêver grand... une grandeur construite sur des bases solides par un leadership visionnaire composé des meilleurs!

La qualification de notre Sélection nationale n'a pas été et n'est pas le fruit du hasard, de la chance, de la magie ou de la prière... Le Canada, le Mexique et les États-Unis, pays organisateurs, étant qualifiés ipso facto, Haïti, notre pays, s'est qualifié par le mérite...Aucun favoritisme...bien au contraire !

Pendant quelques jours, après la qualification de notre Équipe nationale, le pays tout entier a célébré, et a vécu sur un petit nuage de bonheur, de joie, de fierté retrouvée pour faire face, très vite, à nouveau, à la triste réalité de notre existence de prisonniers... Prisonniers de la violence des terroristes, à cravates et à sapatas, prisonniers des axes routiers bloqués, prisonniers des aéroports et ports fermés, prisonniers de l'inflation galopante, d'un internet clopin-clopant, d'une téléphonie intermittente, des détritus, de la saleté, de la faim et de la pauvreté aiguë.

Fin au désespoir

Aujourd'hui, en cette fin d'année, la tristesse se lit sur tous les visages, et partout dans le pays...Le peuple, livré à lui-même,

désespère... Le peuple haïtien ne croit plus en rien, ni en personne...Il est cassé et démotivé, perdu et désorienté prêt à acclamer le diable comme son protecteur, tant il a soif de sécurité, de pain, de paix, de tranquillité.

Tout le monde promet au peuple haïtien des lendemains meilleurs, mais le soleil tarde à se lever sur les horizons d'Haïti, et ceux et celles qui devaient jouer le rôle de sentinelles et d'éclaireurs se taisent, ou s'ils parlent, leur message ne trouve aucun écho dans le cœur des pauvres et des opprimés, tant qu'ils parlent pour ne rien dire...

L'heure n'est plus seulement à la parole... le moment de l'action est arrivé. Chaque citoyen et chaque citoyenne a, aujourd'hui, le devoir d'agir, même s'il s'agit seulement de garder la devanure de sa maison, sa rue et son quartier propres...

Ainsi, si la grande majorité des citoyens met la main à la pâte de la renaissance nationale, un sursaut est encore possible... Le 7 février 2026 le CPT et le gouvernement doivent s'en aller Pas besoin du CORE Group pour le leur rappeler... Tous, le CPT et gouvernement, tous ils partiront le 7 février 2026.

Leur départ offre une opportunité pour les « *beaux échantillons lucides* » d'assumer le pouvoir politique et d'opérer les redressements nécessaires pour normaliser la vie des citoyens et citoyennes en Haïti...

Que l'idée d'une conférence nationale souveraine refasse surface...qu'elle soit embrassée par toutes les personnes et institutions morales du pays ! Qu'elle s'impose ! Qu'elle se matérialise ! Qu'elle permette au pays d'espérer de meilleurs lendemains et d'aspirer, une nouvelle fois, à un avenir glorieux !

Rappelons-nous et fusionnons les de visées respectives de nos deux grands partis historiques, le Parti libéral et le Parti national de Boyer Bazalais et de Lisius Salomon : le pouvoir aux plus capables, pour le bien-être collectif du plus grand nombre.

Que le sauvetage national commence ! Verrières n'a jamais été facile, mais, encore une fois, le Vertières sécuritaire, économique, politique, culturel, spirituel et moral est encore possible...

Fils et filles authentiques d'Haïti, nous devons sauver et nous sacrifier pour notre patrie !

L'appel est lancé...

Qui répondra à cet ultime appel

logique et patriotique ?

La presse ?

Elle est déjà en mission...

Nos institutions religieuses ?

Elles n'ont pas encore ce dynamisme et craignent les idées novatrices... Il est temps qu'elles jouent leur rôle prophétique et de guides...

Le secteur des affaires ?

Il n'aime pas l'inconnu et lui préfère le statu quo. Mais, le moment est venu pour lui de changer de moto et de faire du business autrement.

Le secteur politique ?

Il n'accepte pas d'être remplacé...

C'est le recyclage permanent, sous des emballages nouveaux et souvent monstrueux... Ces recyclés doivent dégager et une nouvelle classe politique composée des meilleurs échantillons d'hommes et de femme, qui doivent émerger.

Le peuple ?

Il écoute encore le chant des mauvaises sirènes et des marchands d'élixir... L'enfer quotidien qu'il vit devrait pourtant lui donner de nouveaux yeux, de nouvelles oreilles et une nouvelle compréhension de gens et des choses...

Les professionnels ?

Travailler est essentiel, mais travailler pour n'importe qui ou pour n'importe quoi ne saurait être un objectif. hélas...

Les universités et la jeunesse ?

Elles sont, pourtant, les dépositaires de nos espérances et de notre avenir...auront-elles le courage de prendre l'initiative de préparer et d'organiser la conférence nationale souveraine ? j'en doute...et pour cause...

La possibilité de voir se tenir une conférence nationale souveraine est très faible, pourtant elle est la voie royale, logique et tout indiquée pour rassembler tous les Haïtiens de bonne volonté pour trouver les solutions adéquates pour nous faire sortir de cette crise/transition qui a déjà trop longtemps duré.

Tous ceux et celles qui veulent sincèrement changer le pays disent qu'il faut refonder la nation. C'est le premier point que nous avons en commun. Cette refondation repose sur la création de nouvelles institutions et l'amélioration/consolidation de celles que :

la conférence nationale nous permettrait d'harmoniser nos divergences et de décider des institutions, de leur fonctionnement et les partitions requises des secteurs vitaux de la nation qui serviront à la fondation de la nouvelle république

d'Haïti...

Encore une fois l'appel est lancé...

Qui y répondra positivement ?

Allons-nous encore rater cette opportunité ?

Entretiens, notre pays meurt et notre peuple devient des zombies...

Qui prendra l'initiative de convoquer cette conférence nationale ?

Nos évêques ?

Nos pasteurs protestants ?

Les grands ténors du vodu ?

La Cour de cassation dont tous les juges rêvent de devenir président provisoire ?

L'ensemble de la société civile ?

Une personnalité éminente ?

Kote moun yo ?

Nou pa wè moun yo...

Notre pays souffre d'une crise de *moun ki pare pou sèvi peyi a paské yo kwè nan li e nan avni li*.

Et pourquoi tous ceux et celles qui aspirent et s'apprentent à se porter candidats aux prochaines élections ne se rassemblent pas pour lancer la conférence nationale ?

L'appel est lancé... *kote nou ?*

Le pays doit avoir des réserves, des braves, des justes, de beaux échantillons exceptionnels qui constituent le petit reste... Qui assument leurs responsabilités et qu'ils sortent le pays de cette crise interminable...Sinon, c'est encore l'impasse assurée et l'instabilité pour des années encore, puisque les mêmes causes produisent les mêmes effets. Toute solution traditionnelle à la crise actuelle ne fera qu'aggraver la situation...

Soyons courageux et prenons ensemble le chemin de la conférence nationale souveraine.

C'est le temps de l'aventure... C'est le temps des promesses tenues... C'est le temps où le ciel se rapproche de la terre... C'est le temps où l'homme peut se relever de ses égarements... C'est le temps de dieu...Le temps d'être vrai, bon et juste avec soi-même, avec les autres et avec son pays...

La conférence nationale souveraine aujourd'hui...pour un Haïti réconcilié avec elle-même...et pour un nouveau départ comme filles et fils d'une même nation...

L'an prochain, à Vertières !

* Père Jean-Miguel Aguste
+50937470865
miguelnov19@gmail.com

ÉDITORIAL



Faute de préparation, la catastrophe annoncée se confirme le 7 février

Depuis déjà quelques semaines, différentes personnalités et nombre de secteurs du pays se mobilisent au tour de la mise sur pied d'une structure pour piloter la transition, à l'approche de la fin du mandat du Conseil présidentiel de transition (CPPT). Il semble que, à part un nombre réduit d'intervenants vraiment concernés, tout au long du régime intérimaire inepte, dont les deux branches sont en passe de tirer leur révérence, tout le reste était en hibernation. Mais, face à la fin de cette gouvernance transitoire, dans moins d'un mois, tout le monde s'acharne à faire du surplace, car n'ayant pas encore trouvé de véhicules politiques consensuels fiables pour avancer. Dans le silence persistant des pays tuteurs et leurs succédanés, qui sont les « *Éminentes personnalités* » de la CARICOM, les propositions abondent. Toutefois, quoique di sent et fassent les acteurs haïtiens, toutes tendent ces confondues, le dernier mot appartient définitivement à l'Internatio nal.

Mais, tout comme le chargé d'Affaires américain Henry Wooster s'était vu confier, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, au mois de septembre dernier, la responsabilité de rappeler, au CPT de neuf membres, que son mandat finit le 7 février, les anciens Premiers ministres jamaïcains ont invité les uns et les autres à se désillusionner, par rapport à la prochaine transition. Car, dans une déclaration, diffusée le vendredi 9 janvier, ces derniers ont rappelé ceci : « *() le mandat du Conseil présidentiel de transition prendra fin le 7 février* ». Quand bien même ces paroles viendraient d'une entité autre que les grands ténors de la diplomatie, ceux qui les proclament étant ceux-là mêmes qui avaient créé cet Exécutif à neuf têtes, le départ de la gouvernance multicéphale porte le sceau avant la date. Surtout que, les acteurs jamaïcains se voient encore confrontés aux obstacles traditionnels constatés dans les négociations inter haïtiennes antérieures.

En effet, comme par le passé, le Groupe de personnalités éminentes (GPE), chargé de superviser les pourparlers entre Haïtiens, a constaté la même lenteur qui caractérise les présentes discussions. Face à l'urgence du temps, désormais en jeu, les ex-chefs de gouvernement de la Jamaïque ont exhorté les Haïtiens à plus de diligence. Aussi ces derniers sont-ils « *autorisés* », par les dirigeants de la CAARICOM, à trouver un « *consensus* » sur une formule idéale pour résoudre la crise, avant la date butoir du 7 février.

Après l'avis initial émis par le diplomate américain, en poste à Port-au-Prince, en marge de l'Assemblée générale de l'Organisme internationale, en septembre dernier, suivi, présentement, de celui des GPE, rien n'autorise à croire que la démobilitation des dirigeants haïtiens se fera sans heurts, surtout que, faisant jouer leurs intérêts, ces derniers ne visent qu'à œuvrer dans le sens de leurs avantages

personnels, ignorant, comme toujours, ceux du peuple haïtien.

Sur ces entrefaites, des rumeurs de violence viennent de toutes parts. A entendre celles-ci, elles résument l'humeur de la nation fatiguée de la gouvernance calamiteuse des dirigeants, mais surtout de celle du CPT ayant favorisé la mal gouvernance, caractérisée par la misère extrême, le chômage endémique, la faim galopante et l'expatriation collective. Mais plus encore, l'insécurité omniprésente et permanente occasionnée par l'emprise des gangs armés sur des zones entières, surtout de la capitale, de l'Ar tibonite et d'autres régions du pays, en raison de la collusion des autorités avec les criminels.

C'est donc cette colère populaire, quasiment en gestation, qui se traduit, quotidiennement, par des références, mille fois répétées, au départ, en bloc, du gouvernement, tous les neuf membres du CPT et le Premier ministre Alix Didier Filis-Aimé. Quelqu'un a même emprunté une expression du défunt président Leslie Manigat se trouvant sous la menace d'un coup d'État. Il déclarait avec fermeté : « *Pas un jour de plus, pas un jour de moins* ». Il disait ambitionner de boucler son « *mandat légal* ». Ni plus, ni moins ! L'Accord du 21 avril a fixé l'échéance du mandat de l'Exécutif multicéphale au 7 février. Les poursuites judiciaires possibles, que craignent des membres du CPT et d'autres hauts fonctionnaires de cette transition, ne peuvent être qu'un passage obligé, l'Évangile dit bien que « *Le salaire du péché c'est la mort* ». Dans notre vernaculaire, on dirait : « *Ou man je lajan CHADA, se pou w peye CHA DA* ». Voilà pourquoi, à l'approche du 7 février, date à laquelle les membres de la présidence intérimaire de neuf têtes, et les grosses légumes du pouvoir seront potentiellement mis à pied, ils ne savent pas qui d'entre eux aura des démêlés avec la Justice, et quelle justice ?

Bien que le CPT soit la créature de la communauté internationale, il se berce d'illusions, quant à sa survie, au-delà du 7 février, tentant d'effectuer des mises en place pour qu'il reste en poste, après cette date. Ou bien pour se protéger contre les accusations de mal gouvernance, notamment pour des faits de corruption, de détournements de fonds publics; ou encore de demandes de pots de vin, comme condition imposée à des hauts fonctionnaires pour garder leurs postes. À cet égard, trois conseillers présidentiels ont été mis en cause et déclarés passibles de poursuites judiciaires par l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC). Pourtant ils sont encore membres du CPT, bénéficiant de la solidarité des six autres membres de cette structure et jouissant pleinement de multiples et juteux avantages offerts par leur position.

On retiendra aussi que, sous le régime de la présidence intérimaire multicéphale, les accusations de corruption, à l'encontre de ministres, de directeurs généraux et d'autres hauts gradés de la fonction publique se sont multipliés, mar-

quant un phénomène particulier dans le service du peuple. Car, jamais, auparavant, la fonction publique n'avait accueilli autant de fripons. Cela semble s'expliquer par le fait que ces derniers trouvent, dans les administrations intérimaires, un terrain favorable pour évoluer. Qui dira pour s'enrichir. Puisque, comme dit l'adage : « *Le poisson pourrit par la tête* ». Quand les fripons prolifèrent, au sein de l'État, avec impunité, de tels crimes se multiplient à l'infini. Cette réalité explique pourquoi les acteurs politiques, en Haïti, se battent, bec et ongles, pour que la présidence intérimaire, (président et Premier ministre ou présidence multicéphale et Premier ministre) perdure.

Dans ce cas, on peut comprendre la gouvernance stérile du Conseil présidentiel intérimaire passant outre à l'exécution de la feuille de route dont il était chargé par ses créateurs, à savoir, la jugulation de l'insécurité et l'organisation des élections. Pour se faire une juste idée de l'aspect délibéré et pertinent de l'Exécutif provisoire de neuf têtes installé en Haïti, donnant libre cours à leurs manœuvres pour rester au pouvoir, il faut se référer à l'idée exprimée par le conseiller présidentiel Fritz Alphonse Jean. Lors d'une intervention à une station de radio de la capitale, il devait présenter le non-respect des obligations du CPT comme un simple incident de parcours. Aussi avait-il déclaré que juguler l'insécurité et organiser des élections générales sont possibles après le 7 février. Mais il ne s'est pas attardé à signifier qui s'en chargera.

Il semble que l'idée de se perpétuer au pouvoir, au-delà du 7 février, soit sérieusement débattue au sein du CPT. Parce qu'un autre ancien coordonnateur de cette structure a rejoint Fritz Alphonse Jean, dans une déclaration similaire. Lors d'une rencontre organisée avec des partis politiques, le 18 janvier, Leslie Voltaire a fait savoir que les conseillers présidentiels ne quitteraient pas leur fonction à la date prévue. Voilà donc le contre-pied de son affirmation antérieure. Chacun, pour des raisons différentes, le CPT veut rester accroché au pouvoir. Mais il reste à savoir s'ils ont les moyens de leurs ambitions.

Même si les créateurs du CPT gardent le silence, quant à la manière dont se déroulera son départ, le 7 février, ils sont discrètement à l'œuvre, en vue, finalement, de se prononcer sur la décision relative à la forme de la prochaine transition. Bien que les acteurs haïtiens s'enfoncent dans leur stratégie traditionnelle, à savoir les consultations entre les secteurs politiques visant l'émergence d'une formule consensuelle, le sort de la gouvernance intérimaire semble, cette fois, se jouer en territoire américain, et non à la Jamaïque.

En effet, dans un communiqué adressé au coordonnateur du CPT, Laurent Saint-Cyr, mais dont la date n'a pas encore été fixée, il est invité, lui et son collègue Leslie Voltaire, à une réunion qui se tiendra à Mar-a-Lago, dans le complexe

résidentiel du président américain, Donald J. Trump, situé à Palm Beach, en Floride. Il s'agit, dit le document, d'un « *Dialogue stratégique sur la nomination du Premier ministre haïtien et le partenariat U.S.-Haïti* ».

Cette lettre porte la signature de Dragos Sprinceana ayant pour titre « *Conseiller politique, membre de Mar-a-Lago* ». Dans ce document, aucune allusion n'est faite des fonctionnaires diplomatiques et politiques généralement liés au dossier Haïti. Il semble aussi que les « *Personnalités éminentes* » de la Jamaïque en soient également écartées. Ce qui porte à croire à la mise en place d'un autre genre de transition, dont les présents décideurs ignorent totalement la nature.

Alors que cette date approche rapidement, et que l'équipe en place parle très peu, ou pas du tout, de son départ, le septième jour du mois de février, elle multiplie les résolutions visant à protéger ses arrières au cas où la porte de sortie lui est vraiment montrée, à la date prévue pour la fin de son mandat. À cet effet, deux décrets cruciaux publiés par le CPT exposent son intention. Il s'agit du document sur la « *diffamation* », un instrument légal destiné à museler la presse et à restreindre sa liberté, notamment celle des journalistes d'investigation et des lanceurs d'alerte. Car le texte en question criminalise la diffamation. Par ailleurs, le CPT avait également diffusé une résolution portant sur la protection de ses membres contre toute poursuite judiciaire. Mais personne ne parle de ce texte, et on ignore quel sort lui a été réservé.

De toute évidence, nonobstant les nombreuses démarches menées par les conseillers électoraux et décisions prises, en vue de se protéger, contre toutes éventualités, ils ne peuvent prévoir comment s'achèvera leur mandat. Mais, alors que, en Haïti, quasiment tout le monde ne jure que par leur départ, Washington, de son côté, cultive le silence et fait le mystérieux. Toutefois, il est fort à parier que la mauvaise gouvernance du CPT ajoutée aux stratégies de dernière heure ne vont que confirmer la catastrophe annoncée. Confronté à l'incertitude de ce qui doit arriver, le peuple haïtien doit-il faire montre de sérénité ?

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6237 TEL. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
HAÏTI	EUROPE	
Haïti-Observateur 16, Avenue John Brown, 3ème étage 10010 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 253-4000 ou (509) 223-0785	1 an (12 numéros) \$150 6 mois (6 numéros) \$75 3 mois (3 numéros) \$40	
CANADA	AFRIQUE ET ASIE	
Haïti-Observateur Bureau Louis Jacques 514-521-1001 1300 Avenue Lacombe 12275 Joliette, Québec Québec H3K 1K1	1 an (12 numéros) \$150 6 mois (6 numéros) \$75 3 mois (3 numéros) \$40	
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE	
Un service spécial est assuré à partir de Paris, en France, par courrier 110 Avenue des Champs-Élysées, 11ème étage, n° 11 75001 Paris, France Tél: (33) 1 42 25 10 10	Tarif classe 1 an (12 numéros) \$150 6 mois (6 numéros) \$75 3 mois (3 numéros) \$40	
	EUROPE	
	75 EURO pour 12 numéros 125 EURO pour 24 numéros 125 EURO pour 36 numéros 125 EURO pour 48 numéros	
Nom/Prénom _____		
Comme/Compagnie _____		
Adresse/Rue _____		
Ville _____		
Zip Code/Code Postal _____		
Country/Pays _____		

EDITORIAL



Due to a lack of preparation, the predicted disaster will come to pass on February 7

For several weeks now, various public figures and sectors of the country have been mobilizing around the establishment of a structure to steer the transition, as the end of the Transitional Presidential Council's (CPPT) term approaches. It seems that, apart from a small number of genuinely concerned stakeholders, throughout the inept interim regime, both branches of which are about to bow out, everything else has been in hibernation. But with the end of this transitional governance less than a month away, everyone is struggling to make headway, as they have not yet found reliable political vehicles for consensus to move forward. Amid the persistent silence of the guardian countries and their substitutes, who are the "eminent personalities" of CARICOM, proposals abound. However, whatever Haitian actors of all stripes say and do, the final word belongs to the international community.

Just as US Chargé d'Affaires Henry Wooster was entrusted, on the sidelines of the UN General Assembly in New York last September, with reminding the nine-member CPT that its mandate ends on February 7, former Jamaican prime ministers have called on all parties to have no illusion about the upcoming transition. In a statement released Friday, January 9, they reiterated that "the mandate of the Presidential Transition Council will end on February 7." Even though these words come from an entity other than the leading figures in diplomacy, those who make the proclamation are the very ones who created this nine-member executive, and the departure of the multi-headed government bears the seal before the date. This is especially true since Jamaican actors are still facing the traditional obstacles observed in previous inter-Haitian negotiations.

Indeed, as in the past, the Group of Eminent Persons (GEP), responsible for overseeing the talks among Haitian stakeholders, has noted that the same slowness characterizes the current discussions. Faced with the urgency of the situation, Jamaica's former heads of government have urged Haitians to act with greater diligence. The latter have been "authorized" by the CARICOM leaders to reach a "consensus" on an ideal formula for resolving the crisis

before the February 7 deadline.

Following the initial opinion issued by the American diplomat stationed in Port-au-Prince at the sidelines of the General Assembly of the Nations last September, followed now by that of that of the GPE, there is no reason to believe that the demobilization of Haitian leaders will go smoothly, especially since, in pursuit of their own interests, they aim only to work for their personal gain, ignoring, as always, those of the Haitian people.

Meanwhile, rumors of violence are coming from all sides. These rumors reflect the mood of a nation tired of the disastrous governance of its leaders, but especially of the CPT, which has fostered poor governance, characterized by extreme poverty, endemic unemployment, rampant hunger and collective expatriation. But even more so, there's the omnipresent and permanent insecurity caused by the grip of armed gangs on entire areas, especially on the capital, the Artibonite department and other regions of the country, due to collusion of the authorities with criminals.

It is, therefore, this latent popular anger that is reflected on a daily basis in repeated calls for the resignation of the entire government, all nine members of the CPT and Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé. Someone even borrowed an expression from the late President Leslie Manigat, who was under threat of a coup d'état. He declared firmly: "Not a day more, not a day less." He said he wanted to complete his "legal term of office." No more, no less! The April 21 (2024) Agreement set the mandate of the multi-headed executive to end on February 7. Undoubtedly, some members of the CPT and other senior officials of that transition fear possible legal proceedings once out of power. For the Gospel clearly states that "the wages of sin is death." In our Creole language, one would say: "Ou manje lajan CHADA, f[]k ou peye CHADA" (He who eats CHADA's money must pay CHADA). That is why, as February 7 approaches, the date on which the members of the nine-headed interim presidency and the bigwigs in power potentially will be dismissed, they don't know who among them will have run-ins with the law— and which law?

Although the CPT is the creation of the international community, it is deluding itself about

its survival beyond February 7, the members attempting to remain in office after that date. This is either to protect themselves against accusations of poor governance, particularly for corruption, embezzlement of public funds, or demands for bribes as a condition imposed on senior officials to keep their jobs. In this regard, three presidential advisers have been implicated and declared liable to prosecution by the government's Anti-Corruption Unit (ULCC). Yet they are still members of the CPT, benefiting from the solidarity of the six other members of this structure and enjoying the full range of lucrative benefits from their posts. It should also be noted that, under the multi-headed interim presidency, accusations of corruption against ministers, directors-general, and other senior civil servants have multiplied, marking a dire phenomenon in the service of the people. Never has the civil service welcomed so many scoundrels. This is due to the fact that these officials find a favorable environment in which to thrive in the interim administrations. One would say to enrich themselves. And, as the saying goes, "The fish rots from the head down." When scoundrels proliferate within the state with impunity, such crimes multiply endlessly. This reality explains why political actors in Haiti are fighting tooth and nail to ensure that the interim presidency (whether president and prime minister or multi-headed presidency and prime minister) continues.

In this case, we can understand the sterile governance of the Interim Presidential Council, which is ignoring the roadmap entrusted to it by its creators, namely, to curb insecurity and organize elections. To get a fair idea of the deliberate and relevant nature of the nine-member provisional executive installed in Haiti, giving free rein to their maneuvers to remain in power, one could refer to the idea expressed by presidential adviser Fritz Alphonse Jean. During an interview on a radio station in the capital, he presented the CPT's failure to meet its obligations as a mere hiccup. He also stated that curbing insecurity and organizing general elections would be possible after February 7. However, he did not elaborate on who would be responsible for this.

The idea of remaining in power beyond February 7 is

being seriously debated within the CPT. This is because another former coordinator of this structure has joined Fritz Alphonse Jean in making a similar statement. During a meeting with political parties on January 18, Leslie Voltaire announced that the presidential advisers would not be leaving office on the scheduled date. This is a complete reversal of his previous statement when he said they all shall be "illegals" after February 7. For varied reasons, the CPT wants to hold on to power. But it remains to be seen whether those office holders have the means to achieve their ambitions.

Although the creators of the CPT remain silent about how its departure will unfold on February 7, they are quietly working toward deciding on the form the next transition will take. Although Haitian actors are sticking to their traditional strategy of consultations among political sectors aimed at reaching a consensus, this time the fate of the interim government seems to be playing out on American soil rather than in Jamaica.

In fact, in a communiqué addressed to the CPT coordinator, Laurent Saint-Cyr, but whose date had not yet been set, he and his colleague Leslie Voltaire were invited to a meeting to be held at Mar-a-Lago, the residential complex of US President Donald J. Trump, located in Palm Beach, Florida. According to the document, this is a "Strategic Dialogue on the Appointment of the Haitian Prime Minister and the U.S.-Haiti Partnership."

The letter is signed by Dragos Sprinceana, whose title is "Political Advisor, Member of Mar-a-Lago." The document makes no mention of the diplomatic and political officials usually involved in affairs regarding Haiti. It also appears that Jamaica's "Eminent Personalities" have been left out of the loop. This suggests that another kind of transition is underway, the nature of which is completely unknown to the current decision-makers.

As this date approaches rapidly, and the team in place says little or nothing about its departure on the seventh of February, it is, however, multiplying resolutions aimed at protecting its back in case it is really shown the door on the date scheduled for the end of its mandate. To this end, two crucial decrees published by the CPT spell out

its intention. These are the document on "defamation," a legal instrument designed to muzzle the press and restrict its freedom, particularly that of investigative journalists and whistleblowers. This is because the text in question criminalizes defamation. In addition, the CPT also issued a resolution on the protection of its members against legal proceedings. However, no one is talking about this text, and its fate remains unknown.

Despite the many steps taken by electoral advisers and decisions made to protect themselves against all eventualities, the CPT folks cannot predict how their term of office will end. But while everyone in Haiti is calling for their departure, Washington, for its part, is keeping quiet and acting mysteriously. However, it is a safe bet that the CPT's poor governance, combined with last-minute strategies, will only confirm the impending disaster. Faced with the uncertainty of what to expect should the Haitian people take the situation in stride?



SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION	
HAÏTI	ÉTATS-UNIS
100-Coleville 98-Avenue John Dorn, Jérémie Mikhaél, Haïti Tel: 509 7234070 509 2284785	1 an (12) \$ 150 6 mois (6) \$ 80 3 mois (3) \$ 45
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
100-Coleville Boulevard Jacques 514 331 6131 15-16th St, Toronto 1200 St-Jacques Montréal H3C 1J7	1 an (12) \$ 150 6 mois (6) \$ 80 3 mois (3) \$ 45
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE
11-12 Avenue de la Paix 13-C Avenue d'Orléans 75001 Paris 13e France Tel: 33 1 43 43 30 10	1 an (12) \$ 150 6 mois (6) \$ 80 3 mois (3) \$ 45
EUROPE	EUROPE
11-12 Avenue de la Paix 13-C Avenue d'Orléans 75001 Paris 13e France Tel: 33 1 43 43 30 10	1 an (12) \$ 150 6 mois (6) \$ 80 3 mois (3) \$ 45
Nom/Name: _____	
Company/Compagnie: _____	
Address/Adresse: _____	
City/Ville: _____ State/État: _____	
Zip Code/Code Postal: _____ Country/Pays: _____	

VERS LA FIN DE MANDAT DU CPT LE 7 FÉVRIER

Laurent Saint-Cyr et Leslie Voltaire absents à Mar-a-Lago

Alix Didier Fils-Aimé accusé de piéger leur voyage...

Suite de la page 1

ion ciblée et tournée vers l'avenir sur la nomination prochaine du nouveau Premier ministre d'Haïti () ».

Sur le partenariat États-Unis-Haïti

Les observateurs indépendants, qui ont pris connaissance de ce document, s'étonnent que l'invitation à ce « dialogue crucial » ait été lancée deux jours seulement avant l'événement. À part les discussions sur le choix du Premier ministre, les sujets, qui devaient être discutés concernant l'association mutuellement bénéfiques aux deux pays, allaient être encore plus complexes que ceux relatifs au choix du chef du gouvernement.

Les discussions sur les relations politiques, commerciales, développementales et d'autres sujet d'intérêts communs allaient porter sur des sujets extrêmement complexes. Elles ont été catégorisées ainsi : « Défense et sécurité nationale, énergie et production d'électricité, ports,

logistique et infrastructures maritimes, télécommunications et infrastructures numériques, agriculture et sécurité alimentaire, exploitation minière, minéraux rares et ressources stratégiques, pêche et économie maritime ».

Les autres sujets suivants ont été ajoutés aux discussions : « Facilitation économique et financière : structures d'investissement américano-alliées et transparence financière. Réformes institutionnelles visant à attirer des investissements directs étrangers responsables. Création d'emplois : développement des infrastructures et participation du secteur privé ».

Laurent Saint-Cyr et Leslie Voltaire n'ayant pu faire le voyage pour être présents à Mar-A-Lago, on ne saura jamais si les deux hommes allaient se faire accompagner d'une délégation pléthorique, comme c'est toujours le cas, lors des visites officielles à l'étranger du chef d'État et des fonctionnaires de haut niveau. En tout cas, l'invitation, tel qu'indiqué, limitait la « délégation officielle » à deux membres, précisant que les

discussions se dérouleraient à huis clos.

Il semble que la réponse attendue par Dragos Squinsena ne soit jamais arrivée à temps pour que fus-



Louis Gérard Gilles

sent communiquées les informations relatives aux protocoles établis pour l'arrivée, le séjour et la participation aux discussions. Celles-ci devaient se dérouler, à huis clos, « en confidentialité stricte », susceptibles de

favoriser « un dialogue ouvert axé sur la recherche de solution ».

Comment en est-on parvenu à torpiller ce voyage ?

Si les partisans de Laurent Saint-Cyr se frottaient leurs mains de satisfaction, à l'idée d'effectuer ce déplacement, dont la participation de ces deux hommes, à cette importante rencontre, devait contribuer en leur faveur, il semble que le Premier ministre, de son côté, voyait d'un mauvais œil cette rencontre, surtout qu'il n'y avait pas été lui-même appelé à y participer. Dans son esprit et dans l'idée de ses proches, son absence signifiante que les sujets, qui allaient être débattus, ne lui étaient pas favorables.

Au cas où il aurait vraiment saboté le voyage du duo Saint-Cyr-Voltaire, le dernier mot n'a pas encore été dit à ce sujet. Bien que les raisons ayant occasionné l'absence de MM. Saint-Cyr et Voltaire à Mar-A-Lago, à la date du 18 janvier, restent encore floues, on sait que les zozanias qui traversent le gouvernement inté-

rimaire haïtien pourraient contribuer à accoucher d'un pareil incident. Au lieu de cultiver l'harmonie entre eux, dans la gestion des affaires du pays, les empoignades sont monnaie courante dans leurs relations. Il y a à peine une semaine, Laurent Saint-Cyr et Louis Gérard Gilles ont failli en venir aux mains.

En effet, arrivé au réfectoire du Palais, à l'heure du déjeuner du midi, Gérard Gilles a trouvé Laurent Saint-Cyr installé dans sa chaise. Celui-là a sauté sur M. Saint-Cyr, l'accusant de lui avoir infligé « un coup d'État ». Cela a entraîné une vraie dispute par laquelle sont lancés des propos irrévérencieux à l'encontre de la mère l'un de l'autre. Gilles a répondu que Saint-Cyr est limité dans ses études et que c'est grâce au Conseil qu'il est parvenu à occuper cette fonction.

On s'interrogera longuement sur cet incident, surtout que Laurent Saint-Cyr et Alix Didier Fils-Aimé appartiennent au même parti politique.

L.J.

Guerre pour gouverner le chaos

Par Hugues Célestin *

Le Cap-Haïtien, jadis joyau touristique et historique, s'éteint sous le joug de la négligence administrative et la spirale accélérée de sa dégradation environnementale. Face à cette urgence, la délégation du Nord brandit sa décision comme une torche flamboyante, ordonnant la libération des voies publiques et des caux d'évacuation jadis dévorés par l'anarchie des constructions sur le boulevard. Les eaux usées retrouveront leur chemin jusqu'au bassin de Maître « Agwe » à Picolet, et la cité christophienne, symbole de mémoire et de fierté, reprendra sa dignité. L'autorité publique retrouve un semblant de légitimité en s'efforçant de rétablir la circulation, de prévenir les inondations et de rappeler que l'espace collectif n'est pas une propriété privée négociable. Dans un État normal, une telle opération s'inscrit dans une politique urbaine cohérente, accompagnée de concertation, de mesures sociales d'accompagnement et d'un discours pédagogique assumant l'intérêt général.

Privée de légitimité, l'opération bascule rapidement dans la démonstration brute de force. Un incident malheureux survient mais révélateur, lorsqu'un contrevenant invective, menace et provoque, scène devenue banale dans un pays où l'État a depuis longtemps perdu le monopole de la parole et de la contrainte. Policiers et civils armés, mélange désormais ordinaire, neutralisent l'individu avec vigueur sous les ordres frassants du commissaire. Puis survient l'acte de trop, celui qui révèle tout : la giflette violente et le coup de pied assénés par le commissaire à son agresseur. Un geste inutile, mesquin, spectaculaire, qui ne rétablit rien mais confond autorité et brutalité. C'est ainsi que s'exerce un pouvoir dédaigneux, erratique et dépourvu de toute capacité de projection, contraint de recourir à la démonstration de force pour simplement s'affirmer.

Mépris, agitation tardive et tentation de prolongation

Loin d'être anecdotique, cet épisode met crûment à nu l'absence réelle de l'État et expose les failles structurelles d'un système de pouvoir prédateur et dépendant. À l'approche du 7 février 2026, les membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) réalisent, avec stupeur et effroi, que leur mandat de servilité n'est pas éternel et que le temps de la basse besogne touche à sa fin. Depuis plus d'un mois, les neuf truands et leur gouvernement, accompagnés de politiciens de tout poil, s'agitent frénétiquement. Obsédés par la préservation de leurs équilibres internes et de leurs privilèges, ils s'emploient avant tout à préserver les faveurs de leurs parrains étrangers. Ce faisant, ils

repoussent toute rupture nécessaire avec la dépendance et l'humiliation imposées au pays. Chaque geste vise à séduire le regard de l'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince, afin d'obtenir le feu vert pour poursuivre la gouvernance du chaos.

Les acteurs politiques recylés, leaders autoproclamés et figures transitoires, anciens opposants reconvertis en gestionnaires zélés de la servitude, tournaient en dérision toute dynamique de libération nationale et feignaient de découvrir l'urgence sécuritaire, l'effondrement de l'État et l'asphyxie de la souveraineté nationale. Ces urgences, soudainement dé couvertes, sont exhibées comme excuse universelle, alors même qu'elles résultent de leur inaction, de leurs renoncements et de leurs calculs pour assurer leur survie, tandis qu'ils se pressaient dans les antichambres de l'international.

Aujourd'hui tous, sans exception prétendent détenir des solutions, mais oublient commodément que toute sortie de crise crédible repose d'abord sur l'organisation, la planification et une volonté politique réellement autonome.

Pendant ce temps, une minorité lucide tirait la sonnette d'alarme. Dès les premiers mois, elle dénonçait la dérive du CPT et formulait des propositions, face à un pouvoir qui n'a jamais voulu affronter les racines politiques, économiques et internationales du chaos, préférant en gérer les symptômes plutôt que d'en empêcher la reproduction. Ces voix critiques furent marginalisées, disqualifiées, accusées d'irresponsabilité, de radicalisme ou d'antipatriotisme, simplement pour avoir osé affirmer que cette transition était conçue pour durer dans le chaos. Aujourd'hui, le masque tombe, ce qui était qualifié de discours excessif apparaît désormais comme une lecture lucide du réel. Mais il est peut-être déjà trop tard pour les repentances de circonstance. Car l'histoire est rarement indulgente avec ceux qui se réveillent lorsque l'effondrement est déjà avéré. Le déchaînement du CPT n'était pas un slogan excessif, mais une nécessité politique.

À moins d'un sursaut collectif, les patriotes, les progressistes et toutes les forces réellement soucieuses du devenir national n'auront d'autre choix que de rompre avec les calculs frileux et les illusions institutionnelles. Ils devront alors rejoindre la population dans ce qu'elle seule sait encore faire quand l'État abdique, une insurrection politique consciente et planifiée. Car la seule issue digne et crédible passe par une rupture nette, fondée sur le renversement d'un pouvoir illégitime et l'organisation d'une insurrection politique consciente. Elle suppose aussi l'ouverture de véritables consultations nationales dans

les dix départements et au sein de la diaspora, en vue de l'installation d'un gouvernement de salut public. À défaut, la transition continuera son œuvre essentielle, transformer l'État en spectateur armé de sa propre disparition.

Gangstérisation, corruption et appel à la rupture

Dans ce pays où la violence armée et l'impunité dansent main dans la main, toute prétention à la sécurité publique relève du pur illusionnisme. La lutte contre les gangs n'est plus qu'un slogan sans contenu, recyclé à l'image du prétendu budget de guerre, pour mieux éviter de les combattre sérieusement. La stratégie s'efface, l'offensive s'entretient, et la volonté de démanteler les réseaux qui alimentent la violence armée se dissout dans le silence complice du pouvoir. Cet état passivité oscille dangereusement entre tolérance, complicité tacite et instrumentalisation assumée. Les gangs servent tantôt d'épouvantail pour terroriser la population, tantôt de prétexte pour solliciter l'ingérence étrangère, tantôt d'auxiliaires informels dans le contrôle de territoires abandonnés. Dans cette configuration, la gangstérisation devient un rouage du système, un élément fonctionnel d'un pouvoir qui gouverne par l'équilibre instable des peurs.

Et comme si la peur seule ne suffisait pas à maintenir ce système, la corruption vient en renforcer les fondations. Elle joue le rôle de ciment, lie entre eux les acteurs du chaos, assure les loyautés, achète les silences et neutralise les résistances. Elle traverse les institutions, irrigue les circuits décisionnels et transforme la transition en entreprise de prédation collective. Bref, elle est la condition de survie du système et organise la dépossession quotidienne ; c'est l'œuvre de la plus aboutie du CPT.

Lorsque le système se nourrit de gangstérisation et de pots-de-vin, l'insurrection n'est plus un crime, mais un devoir sacré, la seule voie pour réinventer l'avenir collectif. Il est presque trop tard, mais l'histoire, rarement clémente, laisse parfois une dernière porte entrouverte pour éprouver le courage de ceux qui prétendent la servir. Cette responsabilité incombe aux patriotes, aux progressistes et à toutes les forces qui se réclament du peuple, tout en hésitant encore à partager le risque et à quitter le confort de leurs calculs individuels.

L'heure n'est plus aux communiqués prudents, aux postures tactiques ni aux stratégies de petits-bourgeois déguisées en sagesse politique. Continuer à croire que l'effondrement peut être corrigé par quel que ajustement institutionnel relève soit de la naïveté, soit d'une complicité évidente. Il faut rompre avec l'illusion que les institu-

tions en lambeaux peuvent s'auto-réformer, avec l'idée que le pouvoir illégitime finira par se discipliner de lui-même, et surtout avec la peur paralysante qui empêche d'affronter l'histoire. Chaque jour de tergiversation supplémentaire renforce le camp du chaos organisé et anéantit toute possibilité d'alternative crédible. Rester neutre, c'est livrer le pays aux mains de ses destructeurs, laisser le chaos se répandre et signer de son silence, la condamnation de l'avenir.

Planifier l'insurrection populaire pour refonder la nation

Quand le pouvoir illégitime plonge le pays dans l'obscurité, le peuple devient l'éclair de lumière qui brise les ténèbres. Armé de conscience et de courage, il sculpte son destin au milieu des ruines, transformant chaque désolation en promesse de renaissance. L'insurrection, mot qui glace ceux qui ont fait de l'ordre injuste leur refuge, n'est pas le chaos. Elle est, par contre, la flamme organisée qui consume les systèmes pourris. Ceux qui tremblent y voient le désordre et la violence aveugle, mais l'histoire implacable enseigne que seuls les peuples disciplinés et résolus renversent les tyrannies. Cette insurrection est un acte politique structuré, guidé par une vision claire, un projet de rupture qui ouvre le chemin de la refondation nationale.

Pour que cette étincelle devienne aurore, elle doit être guidée, ordonnée et portée par la volonté consciente d'un peuple décidé à transformer le chaos en reconstruction. Rejoindre la population, ce n'est pas l'instrumentaliser à la veille de l'effondrement, mais reconnaître qu'elle a toujours été le moteur de tout changement véritable. C'est organiser, planifier, coordonner, politiser la colère légitime au lieu de la laisser se dissiper ou être récupérée. Une insurrection sans organisation est une explosion ; une insurrection planifiée est un projet de pouvoir. Et c'est précisément ce passage de la révolte subie à la rupture assumée que redoutent ceux qui vivent de la dépendance et du chaos.

La rupture appelle un acte fondateur : renverser un pouvoir illégitime, né de l'injustice et de la servilité, puis ériger immédiatement sur ses ruines les fondations d'un État radicalement nouveau. Il s'impose donc l'urgence d'un véritable gouvernement de salut public, issu de larges consultations couvrant l'ensemble des dix départements et incluant les réseaux diasporiques haïtiens. Trop souvent sollicités comme simples bailleurs de fonds, ces derniers doivent enfin être reconnus comme haïtiens, haïtiens à part entière. Il s'agit de rompre avec la confiscation oligarchique de la décision politique et de redonner au choix collectif sa

centralité. De ces consultations émergeront un président et un gouvernement dotés d'une certaine légitimité, condition minimale pour engager la refondation du pays, une nécessité vitale.

La crise haïtienne résulte d'un cycle de dépendance savamment entretenu. Dans ce contexte, le rapatriement effectif de la souveraineté nationale implique de reprendre le contrôle des décisions politiques, sécuritaires et économiques, au jourd'hui confisquées par la tutelle internationale et relayées par des élites locales. Cette reconquête est indissociable d'une lutte réelle contre la gangstérisation et la prédation économique, qui prospèrent précisément parce qu'elles servent au maintien du statu quo. Y mettre fin exige de rompre avec les compléments, de démanteler les réseaux et d'assumer pleinement le coût politique.

Un peuple ne peut demeurer éternellement à genoux sans qu'un jour il se relève. Quand la survie devient politique et la domesticité mode de gouvernement, l'insurrection de la conscience cesse d'être un choix, elle devient une exigence historique. Rapatrier la souveraineté, c'est arracher le pays aux mains qui le transforment en désastre rentable, c'est refuser de léguer aux générations futures un État fantôme et une nation enchaînée.

Il vient un moment où l'histoire ne tolère plus l'attente, où l'injustice accumulée devient le signal d'un soulèvement nécessaire et irréversible. L'heure n'est plus aux palabres ni aux tergiversations ; elle est au soulèvement populaire, à la reconquête de notre pouvoir de décider de notre destin. Aucun peuple n'a jamais été libéré par la patience ou la servilité. Citoyens ardents, rompez avec la peur ! Levez-vous, rassemblez-vous et transformez votre colère légitime en acte collectif. Que chaque geste de résistance consume l'injustice, que chaque voix portée affirme votre liberté, que chaque pas vers l'unité écrase la tutelle et impose votre droit de décider. La liberté se conquiert, ensemble !

Les peuples ne meurent jamais sous le joug des oppresseurs ; ils survivent aux chaînes et aux tortures. Ils ne disparaissent que lorsqu'ils éteignent la flamme de leur dignité, ferment les yeux sur leur propre lumière et abandonnent le feu sacré qui brûle en eux, capable de raviver l'histoire et de reconstruire la nation.

* Hugues Célestin

Grand Pré, Quartier Morin, 10 janvier 2026

Membre de :

- Federasyon Mouvman Demokratik Katye Moren (FEMODEK)
- Efo ak Solidarite pou Konstriksyon Altènativ Nasyonal Popilè (ESKANP)